

N° 708 — 3 F
Du 1^{er} juillet au 12 juillet 76

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

Portugal :
Otelo, l'espoir

nucléaire :
**stratégie de
l'araignée**



Direction politique :
Alain Tlemcen

Rubriques :

- *Où va la France ?* Léo Goldberg, Maurice Najman
- *Injustice* : Michel Etienne
- *Briser la chaîne* : Jean-Yves Sparfel
- *Luttes en classes* : Stéphan Lylian
- *Les choses de la ville* : Jean-François Thoraval
- *Pourtant, elle tourne* : Bernard Ravenel
- *Les exclus de l'intérieur* : Dominique Lambert, Michel Camouis.
- *Garde-à-vous-même* : Georges Yverres
- *Les armes de la critique* : Marion Lay
- *C'est aussi politique* : Michel Acidant

Collaborateurs permanents

- G. Akoun - C. Bourdet - A. Chataignier
- Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - Ch. Guerche - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan - C.M. Vadrot.

Dessinateurs :

- J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Olger.

Secrétariat de rédaction :

- Monique Grima

Maquette :

- Chantal Lender
- Max Pagis

Secrétariat - Documentation :

- Marie-Françoise Chailleux

Promotion :

- J.-L. Craipeau - S. Ros - H. Le Toquin - J.-P. Sallent

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64
Administration et publicité :
566-45-37

Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Composition :

- Compo-presse, Paris.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois moins. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

UDR : Le déclin. <i>Léo Goldberg</i>	p. 4
Tout fout le camp. <i>François Turquan</i>	p. 4
L'appel aux rats. <i>Yvan Craipeau</i>	p. 5
(La gauche et les gaullistes)	
La gauche face à l'Europe du Sud. <i>B. Ravenel</i>	p. 5
JOC : La bataille des apprentis	
(Une interview de <i>Solange Joly et Paul Corbineau</i> , responsables de la JOC)	p. 6
Une proposition de loi. <i>Yves Sparfel</i>	p. 7

Briser la chaîne

Comment répondre au chômage. <i>Yves Sparfel</i>	p. 7
Une nécessaire rectification : <i>Yves Sparfel</i> .	p. 8
(Le problème de la coordination des luttes).	

Les armes de la critique

A propos de la sortie du livre chez Alain Moreau	p. 9
R comme Racket	
Cri(me) et chuchotement judiciaires	
Les choses de la ville. <i>J.-F. Thoraval</i>	p. 10

Notre dossier :

La stratégie de l'araignée	
L'araignée nucléaire. <i>Cl.-M. Vadrot</i>	p. 11
L'opposition du PSU. <i>J.-F. Thoraval</i>	
La politique énergétique de l'EDF. <i>Gilles Bernard</i>	p. 12
Tous à Creys-Malville le 3 juillet. <i>J.-F. Thoraval</i>	p. 13
La société du plutonium. <i>P. Marqueste</i>	p. 14
Les énergies de remplacement. <i>Cl.-M. Vadrot</i>	p. 15

Et pourtant elle tourne

L'Italie, un sursis jusqu'à l'automne. <i>A. Chataignier</i>	p. 16
Portugal : Et maintenant ? <i>M. Najman</i>	p. 17
Afrique australe : Maintenant, le feu... <i>Ph. Mariélé</i>	p. 18

Tribune de l'autogestion

Une avancée à Brest	
Les Etats généraux de l'autogestion	p. 20

C'est aussi politique

Du côté des petites filles	
A propos du film de Carlos Saura : « <i>Cria Cuervos</i> » <i>J. Hérouard</i>	p. 21
Taxi Driver : Pièces et rouages d'une machine à fascismes. <i>M. Acidant</i>	
« <i>L'Anne</i> » à double tranchant. <i>M. F. Chailleux</i>	p. 22



Deferre, patron de combat !

A Marseille, le 23 juin, une grève a débuté au service de nettoiement. Les travailleurs, regroupés depuis le 9 juin dans un collectif intersyndical (CGT, FO, CFDT), revendentiquent le respect et l'extension des libertés syndicales particulièrement bafouées par la municipalité *deferriste*, de meilleures conditions de travail, et une augmentation salariale de 200 F pour tous.

à n'importe quelles conditions ?

Pour la première fois, les trois syndicats se retrouvent dans la lutte. Les militants FO des secteurs en grève se sont désolidarisés définitivement du syndicat maison FO. Cela ne s'était jamais vu à la mairie. Pourtant, le maire de Marseille n'a pas ménagé ses manœuvres : refus de discuter

sur les revendications jusqu'à ce que les travailleurs ne l'imposent plus par la grève, intimidation des grévistes par les cadres FO. Articles mensongers du *Provençal* (quotidien régional sous le contrôle de Deferre) et, pour couronner le tout, le très socialiste maire de Marseille fait appel à l'armée.

Face à ces méthodes patronales, les chauffeurs et éboueurs mènent une lutte exemplaire : assemblée générale souveraine, refus des augmentations hiérarchisées, unité syndicale. Mais c'en est trop pour la municipalité marseillaise ; sous prétexte d'hygiène, Deferre fait intervenir l'armée, chaque benne étant surveillée par un policier. Cette attitude du maire ne nous étonne pas. Depuis l'arrivée de celui-ci à la municipalité, l'administration communale, avec l'aide de FO, fait régner dans un grand nombre de services un climat

de peur : manœuvres pour favoriser l'adhésion à FO, refus de recevoir la CGT et la CFDT, embauche massive de contractuels taillables et corvéables à merci, mutation et brimades des militants trop actifs.

Finalement, malgré la grande détermination des grévistes, Deferre a une fois de plus affronté jusqu'au bout l'action revendicative de ses employés. Les travailleurs peuvent légitimement s'inquiéter de cette politique antisociale, la gauche au pouvoir, devrons-nous nous taire et accepter n'importe quelles conditions de travail ?

Nous sommes en droit d'attendre d'une municipalité et du gouvernement socialiste un appui effectif aux luttes des travailleurs. L'attitude d'une municipalité à majorité socialiste telle que celle de Marseille va, à bien des égards, à l'encontre de déclarations du PS. C'est pourquoi la

fédération des Bouches-du-Rhône du PSU a demandé au PS de dire clairement ce qu'il pense de telles pratiques patronales de la part de l'un de ses dirigeants. Pour l'instant, comme nous le craignons, Deferre semble avoir le soutien de la direction de son parti. Il y a là de quoi être particulièrement méfiants quant aux intentions du PS. Car comment pourra-t-il y avoir un véritable pouvoir populaire dans les villes quand les « municipaux » sont exploités, réprimés et en but à une hiérarchie excessive ?

C'est dès aujourd'hui que nous devons préparer la victoire des travailleurs en mettant notamment les municipalités au service de nos luttes. C'est ce que le PSU propose dans sa charte municipale.

De notre correspondant
de Marseille ■



Forums des Etats-généraux

C'est le dimanche matin à partir de 9 h 30 que se tiendront au théâtre de Malakoff les 4 forums des Etats-Généraux.

Chaque forum sera animé par 3 ou 4 représentants des organisations de masse et de forces politiques ou syndicales se situant dans le courant autogestionnaire. Après une courte table ronde entre les interlocuteurs, la discussion se poursuivra dans la salle.

Les thèmes choisis sont au centre des préoccupations actuelles des militants du mouvement ouvrier.

1) Luttes populaires et union de la gauche.

Dans quelle mesure l'union de la gauche est-elle susceptible de fournir un débouché politique aux luttes sociales ?

La perspective d'une victoire électorale de la gauche n'est-elle pas utilisée par certains pour freiner le développement des luttes ? Comment faire servir cette victoire au renforcement des positions de la classe ouvrière ?

2) Elections, institutions et double pouvoir.

C'est le prolongement du précédent débat : quel rapport entre le moment électoral et le cadre institutionnel dans lequel il s'insère et l'objectif que poursuivent les forces autogestionnaires ? Comment déboucher sur un véritable pouvoir populaire ? La dualité de pouvoir peut-elle être institutionnalisée ou doit-elle au contraire conduire à une confrontation décisive des organes de base du pouvoir populaire avec le pouvoir central installé dans l'institution du pouvoir bourgeois ?

A quelles conditions cette confrontation peut-elle conduire à la victoire du pouvoir populaire ?

3) Pouvoir populaire et libertés.

Comment se pose le problème de la liberté et des libertés dans le cadre du pouvoir populaire ?

La liberté d'expression, d'association, de manifestation, etc. subiront-elles des restrictions ou seront-elles, au contraire, développées dans une société socialiste autogestionnaire ?

4) Rapports partis, syndicats, organisations de masse et autogestion.

Quels seront les rôles respectifs des partis, des syndicats, des organisations de masse ?

La conception du parti comme organe de direction politique est-elle compatible avec la perspective du socialisme autogestionnaire ?

Si le parti est un « intellectuel collectif » de la classe ouvrière, ne doit-il pas prendre en compte les apports des organisations syndicales et des organisations de masse ?

Quel sens profond l'indépendance syndicale conservera dans une société autogestionnaire ?

éditorial

PREMIERS PAS

M AIS comment peut-on être autogestionnaire aujourd'hui ? Le héros des « Lettres persanes » contemporaines ne manquerait pas de s'interroger devant certains événements récents : l'un des principaux élus d'un grand parti qui prétendait s'imprégner du verbe autogestionnaire, gagne dans la plus traditionnelle des répressions ses galons de futur ministre du Travail ; une confédération syndicale particulièrement attachée à l'autogestion fustige l'initiative prise par ses militants de contribuer à une meilleure cohésion des luttes ouvrières. Et de se demander si la profusion de fleurs jetées à l'autogestion jusqu'au point culminant de 1974 ne ressemblait pas à un amoncellement de couronnes...

Nous nous chargerions évidemment de lui répondre que tout n'est pas aussi simple, que la dynamique autogestionnaire existe bel et bien, et qu'elle s'est développée au travers de toutes les luttes de contrôle ouvrier et populaire. Nous lui expliquerions que cette dynamique constitue la chance la plus sûre de transformer une possible victoire électorale en conquête du pouvoir par les travailleurs. Peut-être pourrions-nous le convaincre. Mais nous ne cherchons pas des satisfactions intellectuelles : c'est avec réalisme et efficacité que nous voulons donner du poids politique à cette collectivité militante variée et dispersée qui, de diverses façons, voit dans l'autogestion l'espoir de la révolution sociale.

L E réalisme veut que nous ne méconnaissions pas l'ampleur de la tâche et les obstacles qu'elle présente. Notamment parce que les tentatives précédentes — les initiatives du CLAS, les colloques de la CFDT, diverses rencontres organisées dans un but analogue — ont dépéri dès lors que tout ce qui prétendait avoir un caractère autogestionnaire s'est trouvé dévoyé dans une opération non seulement « politicienne », mais d'une forme et d'un contenu contradictoires avec une pratique autogestionnaire. Oui, les assises de 1974 ont ajourné pour un long moment ce qui pouvait sortir des efforts déployés, notamment par les mil-

tants du PSU après le congrès de Toulouse. Les difficultés que nous avons rencontrées pour que le dialogue se renoue donnent une mesure du gâchis : ne serait-ce que dans la suspicion des organisations de masse, qui craignent désormais que se profile derrière toute opération de ce type la manipulation et la récupération.

C 'EST pourquoi, en lançant les états généraux pour l'autogestion socialiste, nous avons annoncé la couleur : il s'agit d'une initiative du PSU, qui n'a pas besoin d'être déguisée ; en même temps, le PSU montre, concrètement, qu'il n'a pas l'intention d'en « tirer les ficelles ». Il ouvre le plus largement possible tous les moyens de discussion à un échange contradictoire, et il tient à garantir la possibilité pour ces rencontres de voler de leurs propres ailes.

L 'EFFICACITE, c'est faire que la rencontre des 3 et 4 juillet ne soit pas un épisode, un « colloque » parmi d'autres, mais que ce soit un début : le début d'un travail constructif, où l'on recherche les convergences par-delà toutes les divisions organisationnelles : dans les luttes, bien sûr, mais aussi face à la réalité et aux chances politiques. Cela ne se fera pas du jour au lendemain. Mais cela a commencé. A travers les rencontres locales préparatoires, de nouveaux liens ont été tissés, entre militants ou entre organisations. Des engagements ont été pris pour la poursuite du travail : « Il s'agit pour nous de prolonger cet acquis d'unité dans les luttes par une réflexion politique commune et contradictoire » écrivent les camarades de Brest après leurs états généraux locaux. Et, au-delà de la réflexion, la recherche de la réponse à une question vitale : comment rapprocher nos forces pour que, à l'intérieur même du combat populaire des années qui viennent, s'affirme un large courant autogestionnaire ?

Michel MOUSEI ■

humeur et pourtant elle tourne...

Il s'agit, cette fois-ci, de la LCR... et d'Otelo... Rappelons les faits : « contre les candidats militaires » la LCI et le PRT (organisations liées au secrétariat unifié de la IV^e internationale) se précipitent pour présenter « une candidate ouvrière ». Arlette se trouve bien vite être selon Rouge « une mythomane ou une provocatrice ». « Contre les candidats militaires » la LCI et le PRT décident (« avec l'accord des représentants de la IV^e internationale ») de soutenir « le seul candidat ouvrier », celui du PC. Otelo, lui, ne peut amener les travailleurs portugais « qu'à une nouvelle défaite ». Haro donc sur le baquet, dont le programme — car c'est cela la référence pour la LCR oubliant « qu'un pas en avant des masses vaut mieux que dix programmes » (Marx) — est si confus.

Et puis c'est Porto : 70 000 travailleurs au premier meeting de la campagne. Et puis ce sont les votes d'assemblées d'usines, de quartiers. L'accueil triomphal dans les coopératives, la formation de milliers de

comités de base. Il se passe manifestement quelque chose.

Soudainement, le 24 juin, trois jours avant les élections, un encart signé « la rédaction de Rouge » (pas le comité central, ni le bureau politique... la LCR abandonnerait-elle le léénisme ?) entame le tournant : la prise de position de la LCI « a suscité un débat au sein même de la LCR... aujourd'hui l'évolution des campagnes respectives de Pato et d'Otelo pose de nouveaux problèmes (lesquels ?) et aboutiront sans doute (1) à des rectifications... » « En attendant » (on attend toujours) Rouge publie un article de Charles Michaloux « suite au tournant de la campagne d'Otelo ».

L'honneur est sauf : ce n'est pas la LCR qui tourne... c'est Otelo.

Ce qui n'empêchera pas Rouge insensiblement d'insister pendant les trois jours qui suivent sur la mobilisation autour d'Otelo, tout en cherchant systématiquement à en réduire la portée et le sens, sans que par ailleurs on sache ce que devient

la LCI dans cette sombre affaire.

Lundi, le vote Otelo est devenu pratiquement un vote de classe. La LCI est de nouveau absente des commentaires. Aurait-elle disparue ? Elle est de toute façon bien en crise puisque déjà plusieurs dizaines de militants l'ont quittée.

La fin de cette histoire : on attend une autocritique. La morale ? On attend surtout une analyse du pourquoi la LCR est obligée tous les quelques mois de faire une autocritique. C'est certes positif. Mais être radical, c'est prendre les choses à la racine.

Maurice NAJMAN ■

P.S. : Rouge est revenu mercredi sur le problème. G. Filoche, fidèle à lui-même, justifie l'appel au vote Pato. Sa position est dénoncée par Alain Krivine comme « une position dogmatique qui, partant du fait qu'Otelo n'est pas membre d'un parti ouvrier et ne prétend pas construire un parti révolutionnaire, le rouge dans le camp de la bourgeoisie. »

Seul d'ailleurs Krivine, qui se prononce pour Otelo, sort du schématisme sectaire avec lequel une troisième position, (vote Pato et Otelo) défendue entre autres par Bensaïd, cherche laborieusement à composer.

Krivine insiste sur le fait que « dans ce type d'élections on ne peut rester dans sa tour d'ivoire et compter les points au nom du programme ». Ce n'est qu'un début... ■

où va la france?

UDR : le déclin

La crise du régime n'aura pas lieu, il n'y aura pas de changement de gouvernement ni d'élections anticipées, la tempête UDR se perdra dans les sables et les journalistes en seront pour leurs frais.

Bref, il est urgent d'attendre. Telle est la substance des déclarations de Giscard lors de son entretien avec Chancelier.

Il ne s'est donc rien passé. A vrai dire, on s'en doutait un peu. Toutes les actions, spectaculaires ou non, machiavéliques ou mesquines, des hommes politiques du régime, sombrent inévitablement dans le dérisoire.

Le rituel monarchique qui sert d'ornement aux institutions autoritaires issues du coup d'Etat de 1958, ne réussit même plus à sauver les apparences. Tout fout le camp.

une association de parvenus

L'UDR ? Une association de défense des intérêts électoraux de quelques parvenus de la politique, sans autre perspective que la gestion d'un capital électoral grignoté par l'inflation socialiste. Les RI ? Des libéraux aussi avancés qu'un aveugle peut l'être s'il marche à reculons. Les CDS ? Des démocrates-chrétiens aux couleurs de la France, sans l'assise populaire des Italiens et avec les coéquipiers des Allemands.

Les trois larrons se disputent avec acharnement un gâteau qui se réduit comme une peau de chagrin. Pendant ce temps nous apprenons que Giscard est né sous le signe du Verseau (« le Verseau voit toujours plus haut, plus vite, plus loin ; il est imprudent »), qu'il connaît par cœur des poèmes de Baudelaire, et qu'il ne désignera aucun héritier. Ces précisions sont essentielles ; en effet, le monarque doit non seulement être craint, il doit aussi être admiré s'il veut faire oublier les sordides marchandages qui se déroulent en coulisse.

Mais les ficelles sont un peu grosses et personne ne s'y trompe. La bourgeoisie ne réussit plus à faire passer ses intérêts particuliers pour l'intérêt de la société tout entière. En son sein les arbitrages sont de plus en plus difficiles, et la définition de perspectives communes devient aléatoire.

Depuis deux ans la classe dirigeante paraît durablement divisée en deux camps, dont aucun, malgré

les apparences, n'a finalement réussi à établir son hégémonie. Avec Giscard, c'est la droite classique qui a conquis le pouvoir suprême, cette droite traditionnelle représentative des grands intérêts financiers plus portés à la spéculation qu'à l'investissement productif, et relativement perméables à l'hégémonie du capi-

Photo AFP

tal américain. En revanche, certains secteurs gaullistes incarnent les intérêts de groupes industriels nationaux dont le développement requiert le maintien du bouclier de « l'indépendance nationale ».

Ce conflit d'intérêts, larvé pendant la période de crise économique, ne peut que rebondir avec la « reprise ». Il a aujourd'hui investi les institutions politiques où il se double

de querelles de classes ; mais ce qui domine, en définitive, c'est que chacun des deux secteurs de la classe dirigeante voit ses appuis de masse s'effriter sous la pression du mouvement ouvrier et de l'union de la gauche.

C'est pourquoi il y a gros à parier que l'épisode grotesque des plus-values ne clôt pas, mais ouvre une période d'instabilité politique durable. Comme dans une séquence filmée au ralenti, on assiste au lent mais inexorable déclin d'un système usé jusqu'à la corde. La gauche invite le peuple à assister au spectacle, mais il est interdit de monter sur la scène, le bon déroulement du scénario en dépend.

Les masses se contenteront-elles du rôle qui leur est assigné, où estimeront-elles qu'il est temps de changer de décor, de pièce et d'acteurs et d'inventer une nouvelle manière d'écrire l'histoire ?

Léo GOLDBERG ■



Photo Pascal LEBRUN

tout fout le camp

Voici quelques années, après l'arrivée au pouvoir de Pompidou, une question agitait fort les observateurs du « jeu politique » français — comme on dit dans le beau monde du journalisme et de la science politique. Le gaullisme était-il en voie d'extinction ou arrivait-il à se perpétuer à travers l'existence dun parti dominant sans lequel aucune solution de rechange ne saurait être envisageable pour la bourgeoisie et la droite ?

L'élection présidentielle de 1974 parut condamner cette seconde alternative. Mais les derniers événements politiques, joints à l'évolution de la situation en France depuis un an, doivent nous faire revenir sur une analyse trop conjoncturelle et qui ne tenait pas assez compte de l'empreinte laissée par le gaullisme sur le régime social et politique que nous avons à subir.

La récente « fonte des plus-values » doit être appréciée dans le double sens que lui a donné l'UDR — et qui est tout autre que le « mouvement d'humour » complaisamment décrit par les misérables plumeurs de la presse officielle. Que l'on ne tente pas de nous faire croire à la spontanéité fraîche et vigoureuse des dépôts d'amendements, alors que nous avons encore à la mémoire le type de rapports existant entre l'exécutif et les parlementaires gaullistes sous de Gaulle et Pompidou ! A travers la liquidation savamment orchestrée du projet de loi gouvernemental, l'UDR a d'abord démontré qu'elle était toujours la principale force de la majorité, sans laquelle aucun exercice du pouvoir par la droite n'était possible, sans laquelle surtout aucune victoire électorale

n'était concevable. La menace du retrait de l'investiture d'un Président au charme de plus en plus discret, le rassemblement des résidus passablement délabrés du vieux MRP sous l'égide de l'intempestif Lecanuet, la perspective d'une confédération de ces « démocrates sociaux » de fraîche date avec les républicains indépendants ont donné à l'UDR l'occasion de rappeler qu'en simples termes électoraux elle disposait d'une « rente de situation » acquise par l'exercice du pouvoir ininterrompu pendant seize ans.

indécision politique

La seconde donnée du problème, c'est l'appui de plus en plus net donné par le patronat à l'UDR et complaisamment recherché par celle-ci lors du débat sur les plus-values. Le patronat est toujours davantage indisposé par les grandes phrases sur la lutte contre l'inflation qui aboutit, à travers le resserrement du crédit et le contrôle des prix, à une baisse des profits. Il voit de plus en plus en l'UDR, face à Giscard dont l'indécision politique et les réformes

tes l'indisposent, la seule force capable de faire opposition à la montée du mouvement ouvrier. Ce genre de soutien, rappelons-le, n'est pas seulement « moral » ; il prend tout son sens lorsqu'il y a des campagnes électorales à financer...

Ces problèmes de règlement de comptes au sein de la droite est-il sans intérêt pour la classe ouvrière ? Le croire serait une erreur. L'exemple tout récent de l'Italie montre que la bourgeoisie, quand elle se sent menacée, concentre toutes ses capacités de soutien politique et matériel sur l'homme ou le parti qui lui permettra de se sortir au mieux de ses difficultés. En France c'était en 1974 Giscard ; en 1978 ou 1981 il est possible que ce soit à nouveau l'UDR et Chirac — comme le prévoyait Pompidou — transmettant la « régence » à son ministre des Finances.

Dans ces conditions, que signifie l'offensive de charme — vouée d'avance à la désillusion — menée par une partie de la gauche, de Chevènement au PCF, en direction des gaullistes sur le thème assez démonétisé de l'« indépendance nationale » ? Peu de choses en réalité autres qu'inquiétantes.

Pour des raisons tactiques, on peut expliquer le silence quelque peu complice de la gauche lors du débat sur les plus-values. Mais, sur un sujet qui sera important si la gauche conquiert le gouvernement et quand elle aura à faire face à l'opération de sabotage économique de la bourgeoisie, où sont ses propositions ?

L'histoire a toujours montré que les manœuvres, si habiles fussent-elles, ne remplacent pas une bonne politique.

François TURQUAN ■

L'appel aux rats

La perspective de la défaite électorale aiguise les contradictions au sein de la majorité. Dans le navire qui prend eau, les rats s'inquiètent. Ceux de l'UDR s'agitent fébrilement, en dépit des airs rassurants que leur joue Chirac, tel le joueur de flûte diabolique qui conduisait les rats de Hamelin à la noyade dans la Weser. Debré, Messmer et Sanguinetti dénoncent l'abandon de la politique militaire tous azimuts et l'intégration à l'OTAN qu'implique la nouvelle orientation de l'Etat-major. Messmer n'hésite même pas à révéler des secrets militaires « top secret ». Pendant ce temps, les députés gaullistes frondent les « réformes » de Giscard et l'impôt sur les plus-values, pour se concilier l'électorat le plus réactionnaire. Il est de bonne guerre, dans ces conditions, d'accentuer les divergences de la droite et de faire monter la fièvre.

Mais une partie du mouvement ouvrier se donne un autre objectif : inviter les rats du gaullisme à grimper sur le bateau de la gauche. Les communistes restent prudents : ils ont déjà cherché en 1974 à transformer « l'Union de la gauche » en « Union du peuple de France » en y intégrant les gaullistes : leur tentative a lamentablement avorté.

tégie anticapitaliste, Mitterrand en fait une lecture giscardienne. Voici que Chevènement en fait une lecture gaulliste — dont il ne nous dit pas si elle se substitue à celle du CERES ou s'y superpose.

Chevènement expliquait jusqu'alors que, contrairement au Front populaire, l'Union de la gau-



che peut s'engager dans une politique de rupture anticapitaliste parce que les radicaux de gauche ne représentent aucune force nationale sérieuse. Maintenant il nous dit : puisqu'ils ne représentent pas suffisamment la bourgeoisie, intégrons dans l'union de la gauche le parti au

pouvoir depuis 1958. Voilà ce qui nous garantit l'acheminement vers un changement de société !

Bien sûr, si les Debré, Chaban et autres Messmer deviennent la troisième composante de l'union de la gauche (ou la quatrième, comme le précise la conférence de presse de Chevènement), la coalition gagnera des voix. Mais une drôle de coalition avec le parti le plus réactionnaire du pays ! Le Front populaire, avec le parti radical, avait débouché sur la politique anti-ouvrière de Daladier, la dissolution du PCF et les pleins pouvoirs à Pétain pour supprimer la République. On peut juger de ce qu'il adviendrait d'une coalition avec le parti gaulliste !

Voilà de quoi susciter l'enthousiasme des travailleurs ! Aucune consigne ne les convaincrait de voter pour leurs vieux ennemis de la droite. Les gaullistes le savent. Ils sont condamnés à rester sur le bateau qui prend eau. Les sirènes chantent en vain. Mais il est triste de voir où en viennent les camarades de la gauche socialiste, tourmentés par le purit tricolore.

Yvan CRAIEAU ■

la troisième famille

Curieusement l'appel aux gaullistes est repris aujourd'hui, sans ambiguïtés, par J.-P. Chevènement, animateur du CERES. Il ne s'adresse pas aux gaullistes de gauche. Il s'exprime dans une revue de stricte obédience gaulliste, celle des tenants de la tradition gaulliste, nationaliste et cocardier, nataliste et centraliste : *l'Appel*.

Dans l'interview qu'il y donne, il constate la médiocre représentativité nationale des radicaux de gauche et déclare : « La troisième famille (de l'Union de la gauche), je l'aurais plus volontiers cherchée du côté de ce que j'appellerai la bourgeoisie nationale, dès lors qu'elle accepte des orientations progressistes en matière sociale. Alors on peut l'appeler gaulliste si l'on veut, qu'est-ce au fond aujourd'hui, le Programme commun, sinon la variante moderne du Programme du Conseil national de la Résistance ? Il prévoit des nationalisations dans les secteurs de pointe. Je pense que si le général de Gaulle vivait, il ne verrait aucun inconvénient à adopter l'essentiel des dispositions économiques et sociales du Programme commun s'il était en position de les promouvoir comme en 1944 ».

Décidément, le Programme commun est d'une clarté éblouissante. Le PCF y lit la démocratie avancée antimonopoliste, le CERES une stra-

Europe du Sud : qu'elle stratégie ?

La récente prise de position du PCF pour renégocier le programme commun en matière de politique étrangère et le récent colloque du CERES — le X° — qui s'est préoccupé de l'environnement international d'un éventuel gouvernement de gauche en France montrent que la gauche en est à une phase nouvelle de réflexion et de prise de conscience. En effet, le programme commun est un programme essentiellement de politique intérieure et se soucie fort peu des implications extérieures de l'arrivée d'un gouvernement de gauche au pouvoir.

Ce qui fonde objectivement cette prise de conscience nouvelle, c'est le degré accru d'internationalisation du capital sous l'égide du capital américain — avec comme relais le capitalisme ouest-allemand. Ce qui fait que les autres économies européennes — surtout celles du sud — sont dans une position de dépendance croissante vis-à-vis de ces puissances. Tout changement du rapport des forces entre capital et travail à l'intérieur d'un pays risque d'entraîner non seulement des ruptures internes, mais aussi et du même coup externes. Donc, toute stratégie iiiiique de gauche qui prétend opérer une rupture plus ou moins prononcée doit être en même temps une stratégie internationale.

Sur le plan militaire se pose le problème de l'alliance atlantique fondée contre le « danger communiste », c'est-à-dire non seulement contre l'URSS mais aussi contre toute modification du rapport des forces en faveur du mouvement ouvrier même si celui-ci prend ses distances vis-à-vis de l'URSS.

Quoique dans un rapport de force différent de celui de Yalta, les Etats-Unis, à l'évidence, vont tenter en Europe occidentale, « épine dorsale » de leur politique extérieure, de maintenir, par toute une série de pressions, le statu quo.

Toute la question est de savoir si la gauche est décidée à résister en termes offensifs à ces pressions.

A cet égard, l'évolution récente du PS pose problème. Il semble qu'aujourd'hui — contrairement à l'esprit de Latché — le PS privilégie clairement la RFA dont l'équilibre économico-financier de la France dépendrait dans la perspective d'un gouvernement de gauche. C'est cette nouvelle orientation qui inquiète le CERES, comme d'ailleurs le PCF. Ce dernier met les pieds dans le plat et réclame fermement le retrait de la France de l'OTAN, en prônant une politique authentiquement nationale. Dès lors le réajustement entre le PC et le PS dans le cadre du programme commun est à revoir de très près.

Plusieurs remarques s'imposent.

La première c'est que l'interdépendance accrue entre les différentes formations nationales en Europe exclut toute viabilité de la construction du socialisme dans un seul pays ; la deuxième c'est que l'Europe reste partagée en deux blocs politico-militaires eux-mêmes parcourus par des contradictions, en particulier en Europe du Sud.

Pour nous, l'abandon de l'OTAN reste un impératif stratégique mais qui doit s'accompagner d'une remise en cause de la bipolarisation de l'Europe, et donc du partage des influences dans la Méditerranée, lieu d'affrontement aujourd'hui privilégié entre les deux blocs. La problématique esquissée par le CERES s'arrête à mi-chemin car elle n'implique nullement la recherche d'une coordination anti-impérialiste qui seule autoriserait l'espoir d'un changement favorable dans le rapport de force. Quant au rapport de Kanapa (dernier CC), il ne souffle mot de ce qui se passe en Europe du Sud. Une stratégie nationale qui ne viserait qu'à un affaiblissement de l'OTAN sans parallèlement œuvrer au déblocage du pacte de Varsovie peut-elle avoir quelque chance de réaliser un accord unitaire sur la base des convergences politiques élargie à l'ensemble du mouvement ouvrier, notamment en Europe du Sud ? Rechercher un tel accord est aujourd'hui pourtant la priorité des priorités. Avant qu'il ne soit trop tard.

Bernard RAVENEL ■

briser la chaîne

JOC : la bataille des apprentis

Le meeting des apprentis organisé par la JOC a eu lieu les 19 et 20 juin (cf TS n° 707). Nous avons interrogé Solange Jolly, responsable de la JOCF pour les apprenties et Paul Corbineau chargé pour la JOC des relations extérieures, sur le sens de ce rassemblement.

TS : Quels premiers enseignements tirez-vous du rassemblement des apprentis à la Bastille ?

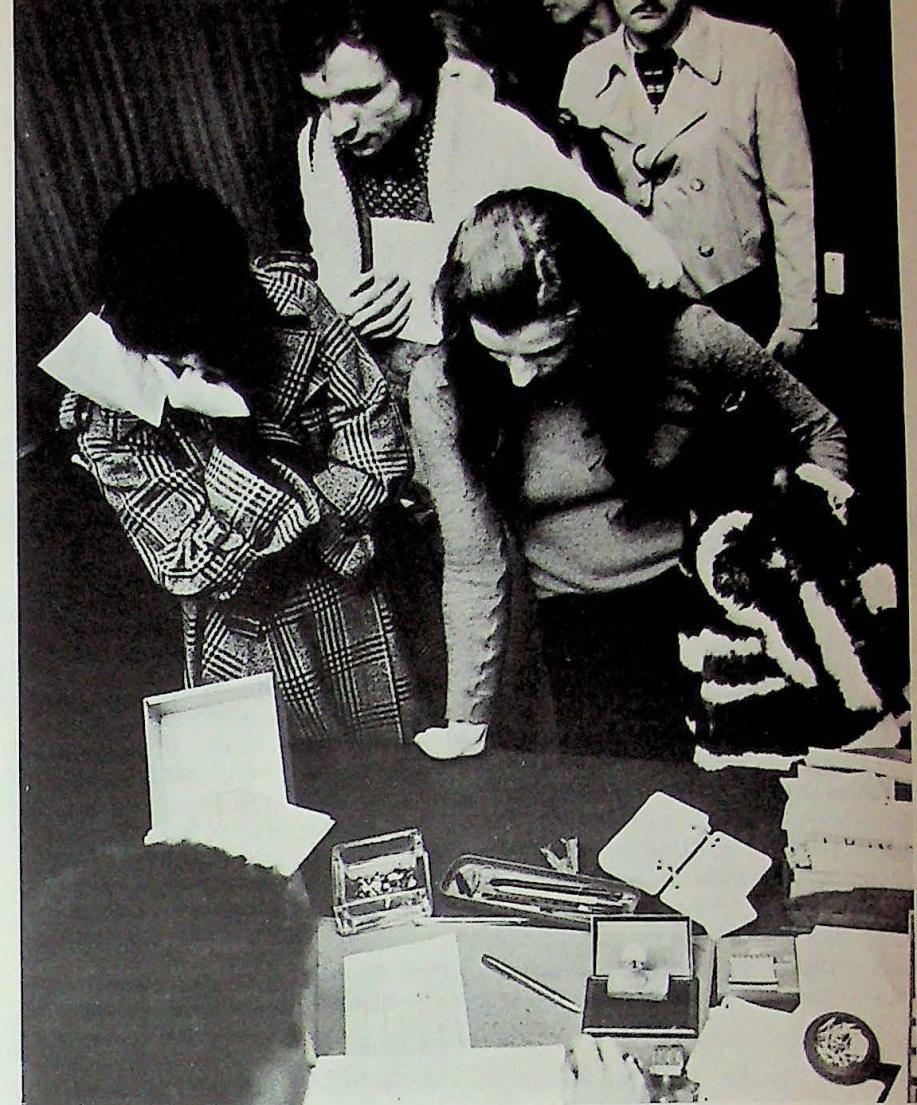
Solange Jolly et Paul Corbineau : Nous savons qu'il y a peu d'organisations qui prennent en charge les apprentis. L'importance du rassemblement a démontré que cette partie de la jeunesse ouvrière peut s'organiser. C'est important. Lors de notre rassemblement jociste : « Objectif 1974 », il y avait déjà pas mal d'apprentis rassemblés entre eux. Nous continuerons à organiser la « catégorie apprentis ». C'est vrai que ce meeting donne aussi un élan dynamique pour mobiliser des jeunes travailleurs.

Le rassemblement lui-même a donc été moteur pour continuer le travail effectué lors de sa préparation. Cette préparation était axée sur certains thèmes : l'orientation, la formation (avoir le droit à une réelle formation, à un réel apprentissage et préapprentissage), les salaires et la gratuité de l'apprentissage. Ces trois temps de la préparation ont été fondamentaux. Ils ont été les bases du rassemblement.

TS : Comment avez-vous mené cette préparation ?

SJ et PC : Au début de l'année la JOC et la JOCF se sont réunis pour préparer une « campagne d'année » à vivre par les apprentis. Le rassemblement a donc été fait en fonction d'enquêtes assez précises sur la formation, l'orientation, les salaires, la gratuité de la formation scolaire tels qu'ils sont vécus par les apprentis. C'est ce qui a contribué à la réussite de la préparation ; elle a constitué le lieu où les apprentis se sont mobilisés sur ce qu'ils vivent. C'est vrai qu'aujourd'hui personne ne le fait. Les apprentis à travers les enquêtes ont pris conscience de leur vie, de leur condition de travail. Ils ont mené une action « à leur taille ». Il faut en effet souligner qu'ils ne se

sont pas rassemblés à Paris, comme ça « du jour au lendemain ». Ils ont d'abord mené des actions concrètes, toutes simples, dans leurs ateliers, dans leur CFA. Par exemple un copain, Manu, dans un garage, nous a



pour le respect de leurs droits, parfois en lien avec les organisations ouvrières (CGT et CFDT, associations familiales).

TS : Quelles ont été les difficultés ?

UN APPRENTI PARLE

Je m'appelle Pascal. Je suis Guadeloupéen. J'ai 16 ans. J'ai quitté l'école en juin 1975 parce que je voulais apprendre la cuisine. Au collège technique, c'était plein. J'ai été obligé d'entrer en apprentissage. Je n'apprends pas mon métier. Je reste toujours au même poste. Lorsque je lui demande de récupérer mes heures supplémentaires, il me dit : « Tu vas déjà à l'école ; tu perds assez de temps comme ça ». Le chef, raciste, me traite de « sale nègre » parce que je ne vais pas assez vite. Heureusement que les cuisiniers me défendent.

Je vais au cours le lundi après-midi jusqu'à 17 heures. Au début, j'ai été obligé à revenir de 18 h à 22 h. J'ai gueulé, mais il a été plus malin. Il m'a mis le jour de congé le jour des cours. J'ai regueulé et obtenu qu'il me redonne une demi-journée. Tout ça me décourage. J'ai eu envie de tout laisser tomber, quitter l'apprentissage. Je dépense beaucoup pour l'école : 65 F par mois sur un salaire de 100 F.

Le jeudi, je loupe deux heures de français car, la veille, je termine à 22 h et il faut prendre le train à 5 h 35. Je suis trop fatigué pour le faire. On est plusieurs dans le même cas. On discute un peu, mais tout le monde a peur de se faire vider. Le lundi, nous avons deux heures de cuisine. On est dans une petite pièce et pour 3 oignons, on est 15 dessus. Ça ne m'apprend rien et ce n'est pas intéressant. Là-dessus, les copains sont d'accord.

J'ai du mal à suivre. En cuisine, on ne fait pas grand-chose. On n'a pas le droit de goûter, ni de manger ce que l'on fait. Tout ça ne me donne pas le goût d'apprendre. On dit que les apprentis font beaucoup de gâchis : c'est faux. On fait la fortune du patron. C'est ce que j'essaie d'expliquer aux gars de la classe. ■

raconté qu'il a refusé de balayer et qu'il a fait une démarche auprès de son patron pour travailler sur un moteur de voiture.

Par ailleurs sur la formation, contre le fait que les cours de législation ne sont pas toujours obligatoires, il y a eu des démarches pour qu'ils soient réellement donnés. Il y a eu l'action concrète de chaque apprenti, dans les ateliers, les centres CFA dans chaque localité. Puis il y a eu des actions plus larges avec l'appui de la JOC ; auprès d'un inspecteur d'apprentissage par exemple,

SJ et PC : Les apprentis sont isolés, souvent seuls chez un patron (70 % d'entre eux travaillent dans l'artisanat). La JOC s'est organisée pour contacter les CFA, chercher les droits où étaient les apprentis. Il y a parfois de la répression : les apprentis sont considérés comme le « gars de la maison ». Ils ne sont pas considérés comme des travailleurs. C'est en ce sens aussi que le rassemblement a changé quelque chose : les organisations ouvrières ont commencé à considérer les apprentis comme des travailleurs ; ce n'est

pas toujours le cas dans les entreprises où on considère les apprentis comme des scolaires ou des domestiques. Les apprentis ont des revendications de travailleurs. Ils ont une certaine conscience de classe quand on peut les organiser, quand ils découvrent à plusieurs ce qu'ils vivent.

TS : Comment allez-vous continuer l'action commencée ?

SJ et PC : Nous allons continuer à nous battre pour le respect du contrat et surtout des horaires. Nous allons pour cela nous concerter avec les organisations ouvrières pour mieux faire connaître au niveau national les revendications précises que nous avançons. Sur le terrain aussi nous contacterons les UL, les associations locales. La JOC n'est pas un syndicat des apprentis. Elle reste une organisation de jeunes travailleurs et d'apprentis. Son premier but est celui d'éduquer par l'action, de former de futurs militants ouvriers et chrétiens.

C'est pour cela que nous tenons à répondre à leurs revendications avec les autres organisations ouvrières. Elles sont contenues dans la proposition de loi que nous allons expliquer aux partis de gauche.

Mais le point de départ de l'action de la JOC reste la vie des apprentis. Elle ne privilieaucune idéologie, aucune doctrine précise même si globalement elle opte pour le socialisme. Nous voulons surtout permettre un choix.

TS : Certains des apprentis vous ont-ils interrogé sur votre apparition en temps que mouvement de chrétiens ?

SJ et PC : La majorité des apprentis rassemblés à la Bastille sont dans la JOC. Ceci veut dire que localement, ils ont déjà eu des contacts avec le militant JOC, donc avec un chrétien. La foi s'exprime dans ce que permet

la JOC, l'amitié, le témoignage. Il y a une recherche dans l'espérance, dans l'amour que l'on vit, dans le dynamisme de nos rassemblements, la recherche d'un sens à notre vie. Il y a une adhésion collective aux objectifs de l'organisation qui apparaît clairement comme mouvement chrétien, montrant sa foi en la classe ouvrière et à ses aspirations (solidarité, égalité, justice). Nous proposons notre foi, non pas comme une doctrine, mais comme un témoignage au cœur d'actions avec les autres jeunes. Ceci nous permet d'avoir une efficacité concrète car nous agissons dans le vécu des jeunes travailleurs. Nous unissons l'unité revendicative à l'unité de vie des jeunes. Dans la JOC, il y a des militants qui font référence à des idéologies différentes, qui appartiennent aussi bien à la CGT qu'à la CFDT. Ça ne les empêche pas au sein de la JOC, de partager la même espérance, la même foi, les mêmes richesses. Aucune organisation politique ne nous contrôle. Mais bien sûr, nous n'ignorons aucune force politique de gauche. Nous les invitons toutes. La présence permanente du PCF à nos rassemblements doit être comprise dans ce sens, pas autrement. Il n'y a aucune main-mise d'une organisation politique, quelle qu'elle soit.

TS : Quels axes définissez-vous maintenant pour poursuivre l'action et avec qui ?

SJ et PC : Il y a déjà eu une table ronde avec les différentes organisations syndicales, familiales et politiques, sur l'apprentissage. Cette première prise de contact au niveau local et national sera suivie d'autres rencontres, où les revendications et les problèmes des apprentis seront ex-

pliqués et précisés. Ainsi nos contacts avec les organisations familiales sont importants, car nous y trouvons beaucoup de parents qui ont leurs enfants en apprentissage ou pré-apprentissage. Au début, certains parents ne se rendent pas compte de l'exploitation que subissent notamment les pré-apprentis.

Il y a une conscientisation énorme à faire, car ce sont eux qui signent le contrat. Il faut que les parents interviennent auprès des inspecteurs d'apprentissage. Nous continuerons aussi notre action en ce sens.

Propos recueillis par Y. SPARFEL ■

une proposition de loi

Les 5 000 apprentis réunis à la gare de la Bastille ont voté une série de motions qui, selon les branches, exigent des mesures immédiates. L'ensemble de ces mesures est résumé dans un projet de proposition de loi dont nous publions ici la partie consacrée aux mesures immédiates en faveur des apprentis. Cette partie de texte vient après certaines dispositions générales pour revaloriser la formation scolaire et professionnelle (notamment la préparation du CAP en trois ans).

dispositions immédiates pour l'apprentissage

Le salaire des apprentis est porté à : 30 % du SMIC le 1^{er} semestre, 50 % le 2^e, 70 % le 3^e, 90 % le 4^e.

Le salaire d'une éventuelle 3^e année d'apprentissage est fixé à 95 % et 100 % du SMIC, pour, respectivement, les 5^e et 6^e semestres.

La garantie de l'emploi est assurée en fin de contrat d'apprentissage. Les apprentis seront embauchés comme ouvriers professionnels.

Le nombre d'heures en CFA est porté à 480 heures par an ; le rythme des cours est d'une semaine sur

trois, en CFA. Ce nombre permettra une meilleure formation générale et professionnelle.

500 postes d'inspecteurs d'apprentissage seront créés pour que l'Etat assure le contrôle de la formation. Leur pouvoir sera étendu. Ils pourront sanctionner les employeurs en infraction au code du travail, à la loi de 1971. Ils pourront retirer l'agrément en cas de récidive.

Les cours professionnels seront remplacés par des CFA avant le 1^{er} juillet 1977.

Les CFA seront progressivement pris en charge par le ministère de l'Education nationale.

Les apprentis ont droit à une cinquième semaine de congés payés.

L'agrément des entreprises est redemandé à chaque signature de contrat. Les personnes ou maîtres d'apprentissages, chargés de la formation des apprentis, doivent avoir les compétences exigées aux professeurs d'ateliers des CET. Ils doivent être détachés partiellement ou à temps complet pour la formation.

L'apprentissage est totalement gratuit (fournitures, transports, vêtements de travail, outillage, livres...).

dispositions pour le pré-apprentissage

Des classes préparatoires à l'enseignement technique seront créées. Elles s'implanteront exclusivement dans les établissements techniques. L'enseignement y sera dispensé à plein temps et gratuitement.

En fin de CPET l'élève rentre normalement en CET ou lycée technique. Il peut aussi continuer dans le 2^e cycle d'enseignement secondaire, quel que soit son âge. S'il souhaite faire un apprentissage et qu'il a seize ans, il signe son contrat. S'il a moins de seize ans, il fait la première année de CET avant de signer un contrat.

En attendant la mise en place de ces classes, une indemnité compensatrice de stage est versée aux CPA, CPPN. L'employeur est tenu de signer un contrat d'apprentissage, si l'apprenti le désire. Dans le cas contraire, il est accueilli en CET. L'enseignement dans ces classes est totalement gratuit. Les frais de stage (transports, outillage, vêtements de travail...) sont payés par l'employeur.

Ces dispositions seront financées par la taxe d'apprentissage collectée exclusivement par un organisme national d'Etat. ■

comment répondre au chômage ?

Les statistiques succèdent aux statistiques, avec leur cortège de licenciements, de mises au chômage technique, de faillites, de fermetures. Les jeunes et les femmes sont les principales victimes. Le pouvoir préconise des stages de formation, mais on n'y a accès qu'à certaines conditions. Dans un cas sur deux, on reste chômeur à la sortie, et l'on doit toujours affronter les longues queues devant l'ANPE dont on sort écœuré, culpabilisé, inutile.

Qu'il s'agisse d'un dépôt de bilan (Big Chief), d'une faillite, ou de toute une branche en mutation (le bâtiment), ce sont toujours les travailleurs qui écopent. Mais les ripostes deviennent de plus en plus dures. A Manuest, à Bretoncelles, à La Roche-sur-Yon, des travailleurs occupent les locaux. Parfois, ils organisent des ventes sauvages et la popularisation de leur conflit.

Tant que la communauté de travail n'est pas brisée par les mutations ou les reclassements, ces actions sont possibles. Elles correspondent au refus de toute perte de ressources, de toute perte de qualification, de cette déportation des travailleurs que les spécialistes appellent pudiquement « mobilité professionnelle ».

Mais, dans bien des cas, ces actions ne sont pas possibles. Notamment lorsqu'il s'agit d'un trop petit nombre de licenciements, ou de jeunes arrivant sur le marché du travail. Le chômeur isolé « a tendance à se replier sur lui-même » comme le remarque la CFDT, à se décourager, à s'aigrir.

Que faire pour que cesse ce scandale ? Se contentera-t-on, comme Bergeron, de négocier avec Chirac quelques promesses de garanties pour les plus défavorisés ? Une part très importante de salariés-travailleurs à temps partiel (souvent des femmes), vacataires, auxiliaires, immigrés sans contrats et surtout jeunes sans ancienneté — est particulièrement vulnérable. Face à cette dégradation de l'emploi, la CFDT entend organiser les chômeurs en constituant autour des syndicats de métier des « commissions interprofessionnelles ». Jusqu'alors

ces commissions syndicales n'ont servi qu'à expliquer droits et devoirs. L'absence d'objectifs de lutte communs risque de laisser ainsi les chômeurs désorganisés. La CFDT ne s'est cependant pas privée de condamner toute forme d'organisation autonome : *// (le chômeur) peut alors devenir une proie facile pour tous ceux qui veulent l'utiliser et le manipuler pour une agitation extrémiste de caractère gauchiste ou fasciste.*

Cette étrange condamnation préalable de toute organisation autonome des chômeurs eux-mêmes revient à leur dire : votre voie de salut, c'est de vous syndiquer ! Mais ces commissions de caractère informel et nécessairement limitées dans le temps préconisées par la CFDT résolvent-elles le problème ? Nous ne le pensons pas, car le chômage est une offensive concertée du pouvoir qui suppose une riposte autre que la simple adjonction aux syndicats des travailleurs ayant encore un emploi.

Par contre, il est nécessaire d'organiser des comités de chômeurs (syndiqués ou non) menant des luttes spécifiques au sein des institutions chargées de gérer le chômage (bureau de pointage ANPE). Ils peuvent — entre autres — mener une bataille plus globale (pour un revenu garanti notamment) liée aux luttes contre les licenciements, pour l'emploi dans certaines régions, dans certains secteurs industriels.

En fait, la CFDT vise moins le risque de récupération fasciste que les premiers essais tentés par certains militants du MTA, de la CFDT (intérimaires notamment) pour regrouper les chômeurs sur de nouvelles perspectives de luttes. Si la CFDT continue de se contenter de ce type de jugement a priori face à la nécessité pour les chômeurs d'exprimer leurs propres besoins et revendications, elle verra rentrer par la fenêtre ceux qu'elle a fait sortir par la porte.

Y. S. ■

une nécessaire rectification

Dans le numéro de *Syndicalisme* du 24 juin, sont rendues publiques les attaques contre la coordination des usines en lutte qui avait eu lieu le 6 juin à Besançon. Le Bureau national de la CFDT réuni les 17 et 19 juin a donc confirmé le jugement émis par le secteur « action revendicative » dans *Nouvelles-CFDT*. Il a par ailleurs émis un vote de défiance vis-à-vis du rassemblement organisé à Barbières par les travailleurs de Dreyfus, appuyés par la Fédération Hacuitex, sous prétexte que des sections syndicales autres que celles du textile y étaient présentes.

Une partie de la presse a catalogué cette offensive contre les usines en lutte pour l'emploi de « chasse aux gauchistes », donnant ainsi l'impression que ce ne sont que des gauchistes qui étaient rassemblés. Or, sur ce point, il faut être clair : ce sont les travailleurs de LIP et de Griffet et leurs sections syndicales CFDT qui ont appelé à la coordination. Ils ont d'ailleurs envoyé à toutes les unions régionales et départementales et aux fédérations CFDT une note de mise au point où ils font état de la réalité de la rencontre de Besançon.

deux poids, deux mesures

Mais n'est-ce pas déjà un paradoxe qu'ils soient obligés de se défendre contre des accusations de manipulation, d'antisocialisme, de magouillage politique ? Il y a pour la direction CFDT deux poids, deux mesures. Quand des députés socialistes ou communistes viennent faire des visites de soutien dans des usines occupées, on s'en félicite. Quand des ouvriers qui occupent, tentent de briser leur isolement réciproque, ils sont des manipulateurs, des gauchistes « purs et durs ». Quelle étrange façon de voir les choses... et de mener un débat syndical que le texte de *Syndicalisme* juge par ailleurs indispensable sans pour autant faire aucune proposition concrète.

rectificatif

Dans l'article : « La CFDT et le PS » dans le TS de la semaine dernière, page 8, première ligne, il fallait lire : « Une des interventions les plus critiques » et non « une des interventions les plus critiquées ». Nous nous excusons de ce contresens dû à une erreur technique, évidemment.

TS ■



Le stand Lip à la fête du PSU, à la Courneuve.

La CFDT-LIP, l'Union locale Besançon et l'Union régionale de Franche-Comté souhaitent que la direction de la CFDT rectifie les informations qu'elle a données sur le rassemblement du 6 juin. Si une telle rectification n'est pas faite, tout laissera penser que le secteur action revendicative préfère juger de la tenue d'une rencontre sur la foi d'un article de *Libération* (dont aucun journaliste n'a assisté à la rencontre), que de s'informer auprès de ses propres organisations CFDT locales.

Il serait salutaire qu'il n'en soit pas ainsi, sinon on serait obligé de conclure que la direction confédérale cherche à nuire, par une critique gratuite, aux sections syndicales jugées gênantes à cause des luttes qu'elles animent où des idées qu'elles essaient d'affirmer.

En effet, il faut bien savoir ce qui s'est passé à LIP le 6 juin : les sections syndicales CFDT de Griffet et de LIP avaient invité, ensemble, les délégués d'entreprises en lutte qui s'étaient fait connaître lors de l'opération « Portes ouvertes » de LIP. L'objectif n'était pas de faire une manifestation ou un large rassemblement, mais une réunion de travail pour envisager concrètement une ébauche de coordination des boîtes en lutte. Ceci explique d'ailleurs le peu de publicité faite à cette réunion avant qu'elle n'ait lieu, ce qui est une gageure quand on sait l'impact qu'ont d'habitude toutes les initiatives de la section CFDT-LIP.

Il est exact que deux ou trois militants « d'extrême gauche » ont

existantes. Nous nous situons clairement en tant que militants CFDT et CGT, et pas comme des marginaux. 2. - Nous partons des situations vécues par les travailleurs des entreprises engagés dans des conflits de longue durée pour le maintien de l'emploi, des besoins concrets apparaissent, auxquels il faut s'efforcer de répondre, par exemple : dossier expliquant comment se passe une liquidation (rôle du tribunal de commerce, du syndic, etc.) ; circulation horizontale de l'information (ou en est Triton ? Manuest ? Piron ? etc.) ; solidarité lorsqu'une des boîtes concernées est frappée par la répression (ex. Caron-Ozanne) ; coordination dans les opérations de popularisation (Tour de France ou autres). C'est à ces besoins précis que nous voulons essayer de répondre ensemble en partant de nos expériences syndicales de lutte.

3. - Dans ce but, la coordination doit être composée de façon très stricte par des militants mandatés par leur section syndicale d'entreprise (ou intersyndicale, ou l'assemblée générale) représentatifs d'entreprises en grève ou occupation pour la garantie de l'emploi.

Sur cette base, clairement définie, ont accepté de faire partie de la coordination : Caron-Ozanne (CGT-CFDT), Griffet (CFDT), Idéal Standard (CGT), Lip (CFDT), Soplec (CFDT), etc. (d'autres boîtes sont d'accord, mais n'avaient pas pu mandater de délégués le 6 juin). Le secrétariat technique de la coordination est assuré actuellement par la CFDT-LIP.

Pour ce qui le concerne, le PSU ne peut bien sûr qu'encourager à toutes les initiatives syndicales et politiques (pour peu qu'elles se situent clairement comme telles bien sûr) allant dans le sens d'une coordination des luttes, vers l'approfondissement de l'unité et de la popularisation. La réunion du 6 juin était de cette nature. Lors de sa dernière DPN, le PSU s'était d'ailleurs exprimé sur ce point :

...Le PSU appuie les nombreuses initiatives prises pour coordonner les luttes par branches, par trusts, par régions...

Il considère également que l'extension nécessaire de ces expériences de coordination doit être considérée par les organisations ouvrières comme un puissant moyen de mobilisation. Ce qui suppose qu'elles contribuent activement à sa réalisation. Cette extension exige que des objectifs centraux soient mis en avant pour unifier les luttes (nationalisations sous contrôle ouvrier ou conventions collectives égalisantes les rémunérations et conditions de travail à l'échelle nationale...)

Nous avons assez montré ici combien nous étions attentifs à l'importance des débats et des positions de la CFDT, pour ne pas devoir crier au casse-cou devant un tel raidissement de sa direction à l'égard de pratiques novatrices qui pourtant appartiennent à la meilleure « image de marque » de la CFDT.

Yves SPARFEL ■

ce qui s'est passé à LIP

1. - Pas question de faire une coordination « tous azimuts », avec pour objectif (avoué ou non) de constituer une direction politico-syndicale concurrente des organisations déjà

les armes de la critique

Dossier R... comme Racket pétrolier

Tribune socialiste annonçait la parution du « livre explosif » de l'été... C'est chose faite. Le rapport du SRPJ de la région de Marseille sur les agissements des compagnies pétrolières opérant en France vient de paraître aux éditions Alain Moreau (*). Ce rapport, dont des extraits « significatifs » avaient été publiés dans le TS n° 702, établit sans contestation possible les délits (entente pour la hausse des prix, refus de vente, liquidation d'entreprises « gênantes ») du cartel pétrolier. Présenté et commenté par Ch. de Brie, M. Etienne, F. Turquan et la Commission économique du PSU, il est suivi d'une post-face de Michel Mousel où sont définis les éléments d'une « autre politique » énergétique pour la France. TS publie ici des extraits de cet ouvrage.

Comme dans les plus beaux romans noirs, on se trouve ici en présence d'une enquête accablante pour les coupables, de preuves irréfutables de leur culpabilité et de l'absence de suites données à cette enquête. Il est vrai qu'à la suite d'une manœuvre maladroite, Jean Lecanuet, ministre d'Etat, ministre de la Justice, Garde (ô combien vigilant) des Sceaux, et qui en outre est un démocrate social, vient de fournir une démonstration éclatante de l'art d'étouffer une affaire en faisant beaucoup de bruit.

cri(me) et chuchotement... judiciaires

Jean Lecanuet — qui est, ne l'oublions pas, un authentique démocrate social — est un tendre. S'il juge nécessaire le maintien de la peine de mort dans les cas de crimes odieux, il lui répugne de mobiliser la justice pour des délits aussi mineurs que des ententes illicites portant sur quelques misérables milliards : il vient encore tout récemment de le démontrer en refusant l'ouverture d'une information judiciaire dans une affaire de cette nature, alors même que Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Economie et des Finances, le lui avait demandé. C'est cette attitude morale qui lui fait certainement juger intempestif l'écho rencontré par ces affaires, et excessif le zèle montré par certains magistrats à les conduire à terme : d'où la promotion du substitut Ceccaldi, sommé d'aller voir si les épiciers d'Hazebrouck pratiquent l'entente illicite sur le prix des haricots secs.

Mais il est aujourd'hui extrêmement difficile de faire son devoir de démocrate social, quand l'opposition cherche à tout politiser et prétend tirer parti de la règle de l'alternance pour imposer le collectivisme totalitaire, et alors que les gauchistes s'infiltrent dans tous les corps de l'Etat ! Surtout lorsque, échappant à la vigilance de leur ministre et à ses efforts pour les orienter vers des tâches utiles telles que la ratonnade, le passage à tabac des étudiants, l'expulsion des ouvriers hors des usines

qu'ils occupent indûment après leur licenciement, la poursuite exaltante des cambrioleurs de distributeurs automatiques, des policiers accumulent les dossiers compromettants sur des entreprises hautement respectables.

N'étant pas démocrates sociaux, il nous a paru regrettable que le rapport du SRPJ de Marseille soit réservé à une clientèle certes estimable, mais par trop restreinte.

le marché français aux mains du cartel

[...] La politique pétrolière française a toujours balancé entre la volonté d'extraire la France de la domination du cartel et une pratique de compromis permanent.

Libres jusqu'en 1917, les importations de pétrole ont été soumises à cette date, et en raison de la situation de guerre, à un régime de monopole d'Etat, les entreprises privées n'assurant que la pure et simple distribution. En 1921, deux lois rétablissent la liberté des importations et aboutissent à la mainmise des grandes compagnies pétrolières sur le marché français.

Dévant cette situation, les années 1924 à 1928 allaient voir se définir une politique « originale » orientée dans deux directions toujours en vigueur aujourd'hui. La première concernant la recherche d'une source d'approvisionnement nationale, par la création d'abord de la CFP (Cie française des pétroles - Total - Cie française de raffinage) en 1924, à participation d'Etat majoritaire et qui « héritait » des parts allemandes de la Turkish Petroleum Company (devenue l'Irak Petr. C°), puis, en 1925 de l'ONCL (Office national des combustibles liquides). Dans cette voie, l'ONCL fut un splendide échec ; quant à la CFP, elle devint rapidement une entreprise parfaitement autonome par rapport à l'Etat, et s'aligna de fait sur les « seven Majors » dès 1928 et la création du cartel — cet alignement dure toujours, d'ailleurs. Les établissements publics qui succédèrent à l'ONCL (la Régie autonome des pé-

troles, créée en 1939, et le Bureau de recherches pétrolières, fondé en 1945), et fusionnèrent en 1965 dans l'ERAP (Elf) aboutirent, avec le pétrole d'Aquitaine et surtout celui du Sahara, à de meilleurs résultats, et laissèrent entrevoir pendant cinq à six ans des possibilités d'autonomisation pétrolière de la France à travers un secteur pétrolier d'Etat. Las ! Les fruits de l'habile politique de décolonisation menée de 1945 à 1962 en Algérie et la crise pétrolière mondiale de 1970-1972 mirent fin à ces illusions... L'Elf-Erap se retrouve, de fait, dans la situation de la CFP dont elle n'a pas, toutefois, la relative puissance.

L'autre direction était la recherche d'un compromis avec le cartel sur les importations et la distribution. La loi de 1928, esquissée deux ans auparavant, conférait à l'Etat le monopole de l'importation, du raffinage et de la distribution des produits pétroliers, monopole qu'il déléguait aux sociétés pétrolières tout en leur imposant des obligations (mission d'approvisionnement national). En fait, l'Etat se réservait le seul droit de partager le marché entre les compagnies, pour maintenir un certain équilibre entre elles et pouvoir accorder aux sociétés françaises une part importante. Sur ce dernier point, ainsi que sur le développement d'une industrie du raffinage, le but a été atteint.

Mais à quel prix ! Le « système » de la loi de 1928, abandonné, puis repris en 1950, a permis aux compagnies pétrolières opérant en France (et donc, au premier chef, aux compagnies pétrolières nationales ou à capitaux d'Etat) de reproduire fidèlement dans la distribution la cartelisation existant au niveau mondial, de contrôler entièrement le marché, de fixer les prix « sains » (un prix sain, pour un pétrolier, est un prix élevé — les lecteurs s'en doutaient sans doute un peu), de définir la part majeure de la politique énergétique française. A dire vrai, il ne s'agit plus

confrontations

dossier

CHRISTIAN DE BRIE
MICHEL ETIENNE
MICHEL MOUSSEL
ANDRE TURQUAN

...comme racket pétrolier

Organisation... Fonctionnement...

les Notes, les Preuves...

EN FRANCE

ALAIN MOREAU

(*) En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

d'un marché, mais d'un gâteau, dont on élimine les gêneurs du genre Bodourian, sur le dos des consommateurs et moyennant une confortable inflation.

Exammons rapidement ce marché :

— les propriétaires de stations et de garages ? leur marge est fixée par les compagnies ;

— les gérants « libres » des stations de marques ? Lisons le rapport Schwartz : « Il est clair que les compagnies pétrolières ont abusé de leur situation de position dominante pour imposer aux gérants libres une série d'obligations illégales et que, sanctionnées par les tribunaux, elles refusent d'en tirer les conséquences » ;

— les gros clients usagers ? La tentative de boycott, de mise au pas d'Air France par le cartel des compagnies parce qu'Air France cherchait à avoir de meilleures conditions de vente que celles imposées par le cartel, est suffisamment « édifiante » ...

— le marché de la régénération des huiles usagées ? A travers la société qu'elles dominent conjointement (la SRRHU), les compagnies freinent le développement de ce marché qu'elles contrôlent pourtant... et préfèrent le rejet de ces huiles, la pollution et le gaspillage à une régénération trop peu rentable ;

— le marché, très important (40 % du total), des fuels et des lubrifiants ? Lisez avec attention les chapitres qui suivent... ■

Alain Moreau, l'éditeur des dossiers S... a bien voulu répondre à TS.

TS : La publication des dossiers relatifs à la fraude fiscale et aux barbouzes vous a valu encore tout récemment les honneurs du prétoire. Ne craignez-vous pas que le dossier R... comme Racket pétrolier, qui comprend les principaux éléments de l'enquête relative aux ententes pétrolières illicites et confié au doyen des juges d'instruction de Marseille, Elie Locques, ne fasse à la demande du Garde des Sceaux l'objet de poursuites ?

Alain Moreau : Face aux méthodes gouvernementales qui consistent à masquer systématiquement les graves errements de certaines

entreprises clés de notre économie et à protéger les auteurs de délits particulièrement graves, je suis bien obligé d'employer des méthodes qui se situent en marge de la légalité et publier des informations dont en principe je ne devrais pas disposer.

J'ai parfaitement conscience que Lecanuet devrait en principe me poursuivre pour avoir violé le secret de l'instruction. Cela dit, je suis forcé de rappeler que cinq années après le dépôt de la première plainte, le racket pétrolier se porte bien. L'enquête a été terminée en 1974. Et le rapport de l'instruction est tout à fait accablant pour les pétroliers.

Alors, pour que cette affaire ne soit pas définitivement enterrée comme tant d'autres, que faire sinon informer les Français au risque de transgérer la légalité ? Il appartient maintenant à Lecanuet de prendre ses responsabilités, l'opinion sera témoin. ■

les choses de la ville

une confédération est née

La Confédération nationale des associations populaires familiales (CNAPF), lors de son congrès extraordinaire de Nantes des 19 et 20 juin 1976, s'est transformée en Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) dans la foulée de ses orientations votées lors de l'assemblée générale de novembre 1975. On peut considérer que l'évolution des APF qui se concrétise aujourd'hui par la naissance d'une organisation syndicale sur une base de lutte de classe constitue un tournant historique pour la classe ouvrière.

Pour les 400 congressistes de Nantes, dont les débats se déroulaient à huis clos, il s'agissait de concrétiser les orientations approuvées six mois plus tôt par 61 % des mandats. Finalement, l'ensemble des statuts ont été adoptés par 68 % des mandats.

les nouvelles orientations statutaires

Tout d'abord il faut remarquer que la CSCV a adopté des statuts de syndicat général. En effet, l'ensemble des secteurs d'interventions (consommation, logement, santé, école, environnement, etc.), aurait pu constituer des fédérations à l'image des fédérations professionnelles pour les confédérations syndicales de l'entreprise et constituer des unions départementales au niveau géographique. Or il n'en est rien. La CSCV insère ses secteurs d'activités dans la globalité de l'action syndicale sur le cadre de vie en affirmant que l'état de dépendance est global sur ce terrain, et qu'il est dû au fait de la condition ouvrière. En évitant ainsi le cloisonnement des secteurs de lutte, cette organisation veut éviter le piège du « corporatisme » ou plus simplement celui du « spécialiste ».

un mouvement qui doit catalyser

Cette orientation syndicale est à saluer car elle permet de mieux saisir la globalité de la lutte contre le pouvoir capitaliste. Le préambule des statuts situe l'action syndicale des militants sur le lieu d'exercice

société socialiste autogestionnaire.

L'article 1^{er} transcrit la nature syndicale de l'organisation sur une base de classe et non pas familiale.

L'article 36 retient aussi l'attention puisqu'il prévoit l'élargissement de la CSCV à d'autres organisations luttant sur le même terrain.

classe à opposer au capitalisme en sachant que cette organisation existe déjà dans soixante-douze départements et compte 650 syndicats de base, soit 50 000 membres environ.

relations syndicats entreprise syndicat cadre de vie

C'est la condition de travailleur et le fait d'appartenir à la classe ouvrière qui motivent la lutte syndicale sur le terrain de l'usage et de la consommation. Si le capitalisme étend son empire sur tous les aspects de la vie quotidienne et si la lutte est unique pour sa disparition, les objectifs peuvent être différents mais tous les terrains de l'action doivent être occupés dans l'entreprise et hors de l'entreprise. Il peut y avoir occupation différente des terrains de lutte mais ceux-ci peuvent être communs (par exemple la pollution est une lutte à mener dans l'entreprise et hors entreprise). Lorsqu'on veut mettre en opposition le maintien de l'emploi des travailleurs de l'automobile et la diminution des transports individuels on fait le jeu des capitalistes qui souhaitent limiter la croissance sans diminuer leurs profits plutôt que d'inventer un autre type de croissance. Ce ne sont pas les travailleurs qui décident ce qu'ils vont produire, dans quelle condition, etc.

L'organisation syndicale de travailleurs dans l'entreprise et l'organisation syndicale de travailleurs dans les quartiers peuvent discuter, négocier, construire un autre type de société, cela peut passer par la confrontation, l'opposition sur les moyens, les délais, etc., mais non par l'antagonisme.

Comme l'affirme la Confédération syndicale du cadre de vie, on ne peut opposer le travailleur dans sa fonction de producteur d'une part et d'autre part dans sa fonction de consommateur et d'usager.

C'est pour cela qu'il faut compléter les débats sur les relations syndicats-partis politiques en tenant compte d'éléments nouveaux, comme la constitution de la CSCV sur le terrain hors production. A cet égard, une confrontation apparaît nécessaire sur un terrain de lutte où les partis politiques ont l'habitude de militer et d'exercer une partie du pouvoir (par exemple municipal). On peut considérer la constitution de la CSCV comme un fait important. Aujourd'hui syndicat du cadre de vie, demain est-ce qu'une organisation syndicale de travailleurs luttant spécifiquement sur le cadre de vie sera toujours nécessaire ? Ou faudra-t-il une organisation syndicale autogestionnaire unique dans l'entreprise et hors de l'entreprise ? Futures confrontations dont on ne peut encore aujourd'hui connaître les termes et surtout prévoir les conclusions.

Michel LENTZ ■



POUR UN SYNDICALISME DU CADRE DE VIE

pour les travailleurs de leurs diverses fonctions économiques et sociales hors du travail, c'est-à-dire sur le terrain du cadre de vie. Dans cette déclaration de principe est affirmée la nécessité de la lutte des classes contre le système capitaliste et l'organisation se prononce pour une

C'est en cela qu'elles font le jeu du pouvoir. L'unification des luttes sur le cadre de vie passe par l'unification des mouvements. Il en va donc aujourd'hui de la responsabilité de chaque militant, présent dans les luttes, d'engager le débat de fond sur l'organisation autogestionnaire de

L'araignée nucléaire

Le choix nucléaire de la France a été fait au nom d'une politique énergétique nationale et indépendante au moment où la route du pétrole paraissait sur le point d'être coupée. Le moment choisi pour imposer ce qui était alors le « tout nucléaire » était parfait pour impressionner une opinion publique encore sensible à la religion scientifique. « Amen » au nucléaire puisque la science officielle en chantait les louanges suffisamment fort pour faire oublier qu'en matière d'indépendance nationale la décision était pour le moins curieuse. Non seulement la filière américaine choisie nous fait dépendre du bon vouloir d'une multinationale qui ne digne même pas livrer tous ses dossiers techniques à EDF sous prétexte de secrets industriels, mais en outre la plus grande partie de notre uranium viendra de l'étranger. Quant à l'argument de la stabilité des cours, il revient à oublier que le prix de la livre d'uranium passera de 13 dollars en 1973 à 45 dollars en 1981, prix des marchés à terme...

Ce qui est grave, c'est que le gouvernement a ratifié la démarche technocratique de l'EDF. Une démarche qui consiste non pas à se conduire comme un service public fourni l'énergie qui lui est demandée, mais comme une entreprise commerciale dont toute la politique consiste à augmenter sa production et à la caser à tout prix. De toute évidence, le gouvernement a été surpris par l'ampleur des réactions contre sa politique nucléaire et surtout par l'acharnement des gens directement concernés par des projets d'implantation de centrales. Ce qui signifie qu'actuellement, en matière nucléaire, le pouvoir n'a plus qu'un objectif : mettre en place le plus grand nombre possible de centrales, en choisissant les lieux où l'opposition est la moins résolue.

Mais en dépit de ses tergiversations qui sont en partie provoquées par l'approche des élections municipales et législatives, la volonté de donner la priorité au nucléaire existe toujours. Elle représente trop d'avantages du point de vue de la centralisation de la production et de la réduction des risques de grèves, grâce à l'emploi d'un personnel peu nombreux et trié sur le volet par des méthodes policières pour qu'il y re-

nonce. Le pouvoir tient à sa société nucléaire parce qu'elle fait partie du système de contrôle des populations : il s'agit de bien plus qu'un choix énergétique ou économique et la volonté nucléaire est en parfaite adéquation avec la démarche politique du « libéralisme musclé » de Poniatowski.

la réponse des partis de gauche

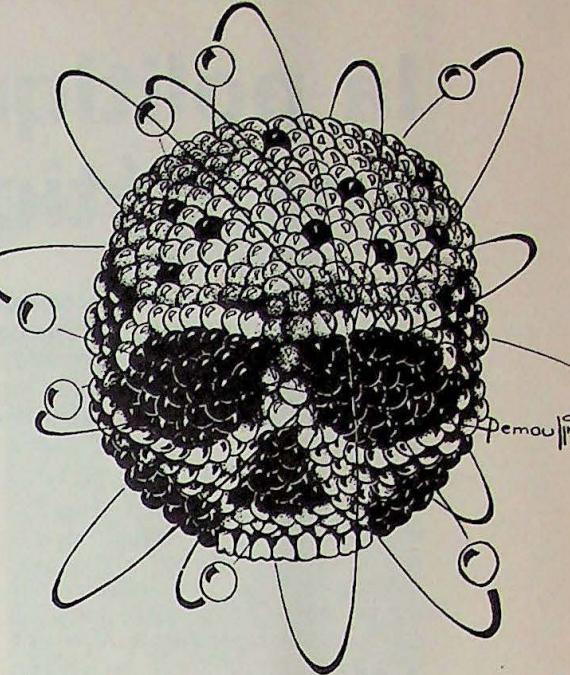
Malheureusement, le gouvernement n'a guère été contesté par les partis politiques de l'opposition dans ce domaine. Curieusement, c'est en général parmi les centristes que l'on trouve le plus de réticence envers la politique nucléaire. Car, pour ce qui est du PS, en dehors de quelques grognements emberlificotés, la religiosité envers le nucléaire est pratiquement la même. Réclamer plus de sécurité, par exemple, ne conduit pas le PS à remettre en cause fondamentalement le choix nucléaire : il est vrai que l'un des principaux responsables de l'EDF conseille le PS dans ce domaine... Il est à craindre que l'arrivée de ce PS

dossier préparé par
J.-F. Thoraval

au pouvoir ne changerait pas grand-chose et que la belle machine EDF se verrait simplement ordonner de faire un peu plus attention.

En fait, sans le dire explicitement, le PS tient un raisonnement simpliste qui a été celui du PC : à savoir que seul l'atome capitaliste pose des problèmes, « l'atome socialiste », lui, étant exempt de danger, tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la forme de société. Pendant longtemps la seule protestation du PC a été de déplorer que l'on ait abandonné la filière française au profit d'une licence américaine.

Mais il y a dans ce domaine un fait nouveau. En effet, à Tours, lors de l'élection législative partielle, le candidat du PCF, Vincent Labeyrie, a déclaré publiquement qu'il souhaitait la limitation du nombre des centrales nucléaires et qu'il n'était « même plus sûr du tout que quelques centrales atomiques étaient un mal nécessaire ». Or, Vincent Labeyrie est un écologiste mondialement



connu. Non seulement il dirige l'Institut d'écologie de Tours, mais de plus il anime la Commission environnement mise en place auprès du Comité central en 1974... peu après la candidature de René Dumont. Tout ce qui a été dit à Tours sur le nucléaire et sur les énergies douces par ce représentant qualifié du PCF a été en présence de Pierre Juquin qui a la responsabilité de toutes les questions d'environnement au Parti communiste.

C.-M. VADROT ■

l'opposition du PSU

L'opposition du PSU au programme électronucléaire n'est pas conjoncturelle mais absolue, pour différentes raisons. D'abord, celui-ci vise à assurer au grand capital une masse accrue de profits tout en n'apportant aux travailleurs que des conditions sociales et politiques encore plus inacceptables tant au niveau de leurs revenus que de leur santé. Ensuite, il conduit à un renforcement de la centralisation technique, financière et politique du capitalisme. En particulier, il aura des conséquences très importantes sur l'organisation de l'espace, spécialement l'espace urbain : l'intérêt à réduire la longueur et les pertes des lignes électriques poussera à des concentrations industrielles et urbaines à l'échelle des centrales. La défense et la gestion de ces ensembles exigera une concentration politique et policière sans précédent.

C'est pourquoi l'opposition du PSU à ce programme n'est pas déterminée exclusivement par la nature du gouvernement qui l'assume, car le problème est qu'un gouvernement des travailleurs ne pourrait utiliser cette structure industrielle et urbaine de façon foncièrement différente.

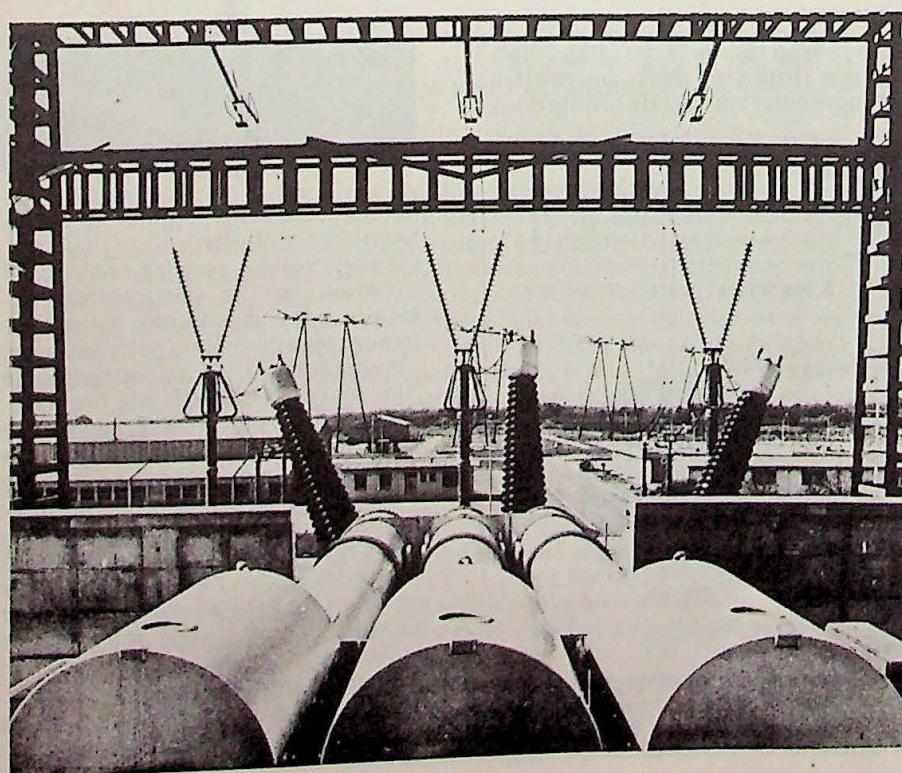
lutte antinucléaire et unité populaire

Le programme nucléaire de Giscard et du capitalisme français engage l'avenir de dizaines de millions de travailleurs. Pour que la lutte contre ce programme se développe et fasse reculer ce pouvoir, il faut que l'opposition au programme nucléaire s'intègre aux luttes générales des travailleurs. Une des conditions nécessaires réside dans la capacité des comités, des associations, syndicats et partis se réclamant de la classe ouvrière à conjuguer leurs efforts et à aider à la constitution d'une organisation commune d'action contre le programme électronucléaire.

Cette lutte enfin doit mettre explicitement en cause le gaspillage dissimulé sous l'idéologie de la croissance capitaliste afin de permettre l'alliance de la classe ouvrière et de larges couches sociales. C'est précisément parce qu'elle met en cause la finalité de la société qu'elle suscite les réserves et les refus des directions du PS et du PCF. Le rôle des révolutionnaires, en particulier des partisans du socialisme autogestionnaire est donc : d'une part, de mettre prioritairement en avant des revendications, des formes d'actions, d'organisation permettant la mobilisation du mouvement ouvrier dans son ensemble ; d'autre part, en militant au sein des associations et comités antinucléaires, d'aider ce mouvement à préciser ses orientations politiques.

Ainsi, la lutte contre le programme nucléaire pourra contribuer au rassemblement des forces sociales anticapitalistes, elle pourra être une des manifestations de la subversion autogestionnaire, c'est-à-dire de la révolution socialiste de notre époque.

J.F. THORAVAL ■



la politique énergétique d'EDF

Imposer le programme électronucléaire aux Français ne se fait pas sans mal. Chaque fois que l'EDF prospecte de nouveaux sites de centrales nucléaires, une nouvelle bataille se déclenche et la population se mobilise. Face à ces échecs de plus en plus nombreux au niveau local, l'EDF et le gouvernement ont décidé d'entreprendre des campagnes d'intoxication dans certains milieux sociaux-professionnels.

Les enseignants ont été particulièrement choyés depuis un an. Le ministre de l'Education « nationale » leur demande même d'instruire les élèves de la politique énergétique gouvernementale ! Une lettre très officielle est arrivée l'année dernière dans les établissements scolaires précisant aux professeurs que « le texte du cours sur l'énergie sera fourni avec des diapositives » ! Médecins, clubs locaux, etc. subissent le même endoctrinement...

Ce matraquage publicitaire a fait réagir un certain nombre d'enseignants. Plus de 2 000 d'entre eux ont lancé un « appel » (voir encadré ci-contre) dénonçant la publicité mensongère d'EDF.

Le premier but de cette campagne est tout simplement mensonger : persuader que « le nucléaire est sans danger », « qu'il n'y a pas eu d'accidents » etc. Mais si le mensonge est si bien organisé, c'est que le but visé est plus fondamental : il s'agit d'imposer l'idée de la croissance énergétique. La brochure de l'EDF intitulée « 3E » remise aux enseignants le répète inlassablement.

Tous les économistes savent bien qu'à partir d'un certain niveau, l'augmentation de la demande en énergie traduit le gaspillage et non

plus élevée aux Etats-Unis (US = 14 TEC, Suède = 8 TEC).

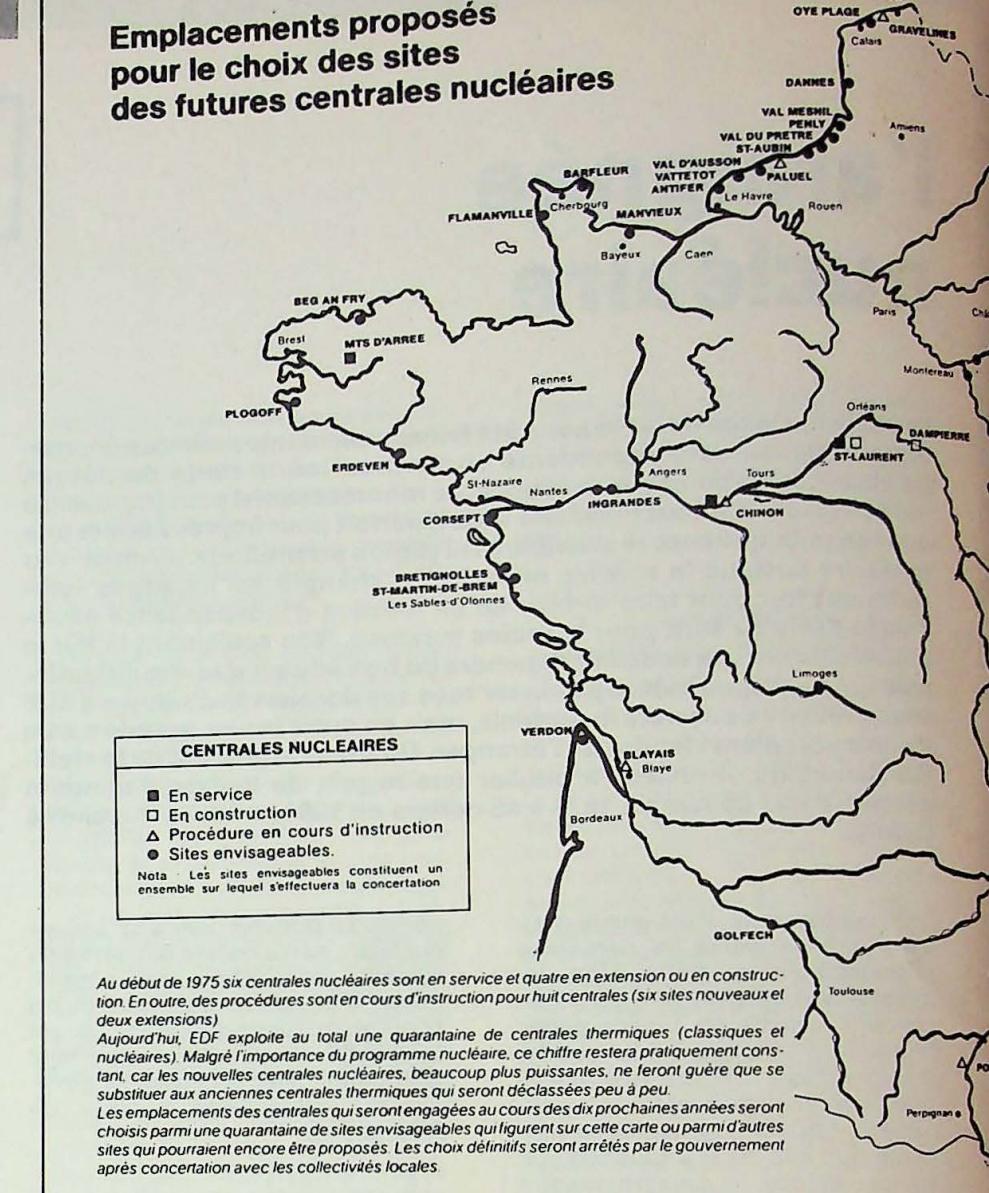
Il est donc clair que le choix d'EDF et du gouvernement est la course au gaspillage et à la consommation d'énergie pour le plus grand bien des trusts internationaux, et le véritable rôle de la publicité d'EDF est d'imposer ce choix malgré quelques remous dans certains milieux scientifiques (voir encadré).

les contradictions du système

Imposer le gaspillage énergétique ne va pas sans problèmes dans le contexte actuel car il existe officiellement une « Agence pour les économies d'énergie ». L'EDF doit donc déployer une pression importante au niveau gouvernemental, et il est intéressant d'étudier sa façon de procéder.

L'analyse d'EDF est la suivante : il faut augmenter la consommation d'électricité tout en maintenant la consommation de pétrole (pas de concurrence déloyale avec ces messieurs !). Il faut donc trouver de nouveaux marchés. L'EDF les a trouvés : premièrement, l'équipement nucléaire qui est un gouffre énergétique

Emplacements proposés pour le choix des sites des futures centrales nucléaires



remous chez les scientifiques

La campagne publicitaire mensongère de l'EDF prend de telles proportions que des scientifiques (enseignants, chercheurs, universitaires) ont décidé de réagir. A la suite de l'« Appel des 400 », dénonçant les dangers du programme électronucléaire, ils ont créé une association, le GSIEN (1) (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire). Ce groupement vient d'édition des « contre-commentaires » aux montages diapo de l'EDF.

Le contre-commentaire « 3E » (Energie-Electricité-Environnement) aborde les questions d'approvisionnement énergétique et des différentes sources d'énergie possibles.

Le contre-commentaire « TEN » (techniques d'électricité nucléaire) développe les dangers des technologies nucléaires actuelles.

Ces contre-commentaires permettent d'utiliser les montages de 24 diapositives que l'EDF envoie gratuitement sur simple demande (EDF, 2, rue Louis-Murat, 75008 Paris). Ils dénoncent les mensonges officiels et mettent en évidence les impasses dans lesquelles nous entraîne le programme électronucléaire.

(1) GSIEN, 2, rue François-Villon, 91400 ORSAY.

pas l'activité industrielle (et à plus forte raison la « qualité de la vie »).

Une comparaison simple entre la Suède et les Etats-Unis permet d'en faire la preuve : en 1973, le PIB (produit intérieur brut) par habitant était le même dans ces deux pays (US = 6 170 \$) ce qui traduit l'idée couramment admise que le Suédois et l'Américain ont sensiblement le même niveau de vie. Par contre, la consommation d'énergie en TEC (tonne équivalent charbon) par habitant était en 1973 presque deux fois

que dans les quinze prochaines années, et deuxièmement le chauffage électrique intégré qui permet (oh merveille !) de consommer deux fois plus d'énergie primaire pour le même service !

C'était trop ! L'Agence pour les économies d'énergie ne pouvait pas laisser passer ça. Dans une note de février 1976, remise aux membres de la Commission à l'énergie du VII^e Plan, l'Agence dénonce la manœuvre d'EDF visant à imposer 2 900 000 de logements « tout élec-

trique » en 1985 entraînant ainsi une surconsommation importante de fuel.

Mais une « Agence », fut-elle officielle et gouvernementale, ne saurait venir à bout de ces contradictions et, bien qu'elle ait demandé « la suppression totale du chauffage électrique intégré », la Commission au Plan fixa les prétentions d'EDF à 2 000 000 de logements « tout électrique » en 1985 (quitte à faire plus si la possibilité gonfle la demande...).

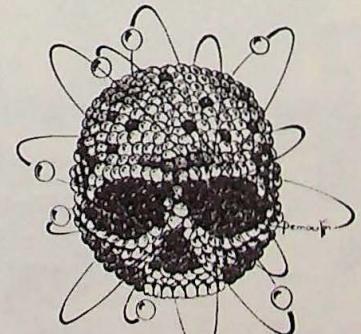
Le chauffage électrique intégré est en effet un complément indispensable à l'équipement électronucléaire, et il est important de bien en comprendre le pourquoi.

le rôle du chauffage électrique intégré

A moyen terme, le chauffage électrique intégré doit permettre d'augmenter les taux de profits dans

PSU Documentation
Éditée par le Service Information du PSU

ELECTRO-NUCLEAIRE



ET DEVELOPPEMENT CAPITALISTE



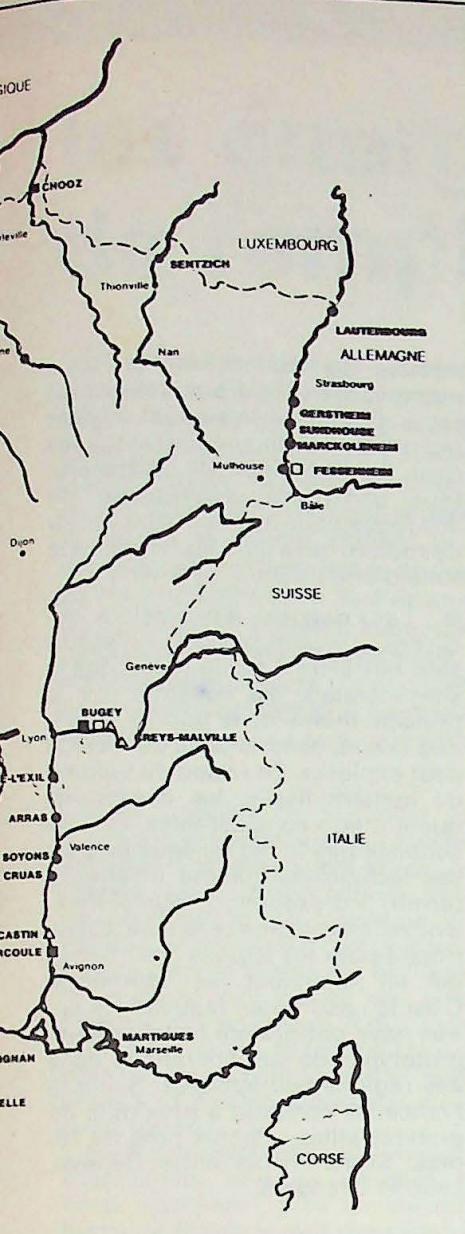
**MOI ?
J'AI BIEN
DE
L'EAU RADIACTIVE**



deux secteurs industriels : le pétrolier et l'immobilier.

Les pétroliers, en effet, ont vu d'un mauvais œil le programme nucléaire gouvernemental, car actuellement le raffinage du pétrole donne inévitablement un sous-produit, le fuel lourd, que l'EDF est pratiquement seul à utiliser en France. Pour reconvertis leurs installations, les pétroliers demandent la bagatelle de 13 milliards de francs 1976 au gouvernement. En attendant, l'EDF a donc proposé de brûler ce fuel lourd pour faire de l'électricité... pour chauffer les habitations : rendement énergétique 30 %. Les pétroliers ne sont plus inquiets.

Dans le domaine de l'immobilier, le chauffage électrique intégré va avoir d'heureuses retombées... Ce qui permettra de l'implanter d'au-



sements totaux, il n'y a pas de différence, cela se répercuteira seulement sur la note d'électricité ou la feuille d'impôt.

A long terme, le chauffage électrique intégré fait le bonheur de tous : les pétroliers se seront reconvertis grâce aux subventions du gouvernement. Ils n'auront plus de fuel lourd et les produits légers qu'ils fabriqueront à la place se vendront plus chers. L'EDF aura de nouveaux clients qui voudront beaucoup d'électricité : en 1985, d'après le VII^e plan, le chauffage électrique intégré consommera autant que toute la sidérurgie française. Il faudra donc faire beaucoup de nucléaire. Les multinationales concernées, Westinghouse et consort, ont donc un bel avenir (1). Cette demande d'électricité, basée sur le gaspillage énergétique permettra de masquer le fiasco économique du programme électronucléaire de plus en plus évident pour tous : après La Villette et Concorde, l'électronucléaire sera le bouquet final dont il faut parler pour terminer.

les impasses économiques

Les camarades de la CFDT du CEA ont publié une étude (2) très détaillée et incontestée... même à l'EDF. Il ressort de cette étude que, par suite du nombre de centrales prévues, le programme nucléaire consommera plus d'énergie qu'il n'en produira jusqu'en... 1990 !

A cette date, nous serons donc, énergétiquement parlant, revenus à zéro ; mais la situation sera sensiblement différente de maintenant. En effet, les réacteurs actuellement en construction (PWR Westinghouse) brûlent de l'Ura-

tant plus facilement. En effet, au point de vue investissements, ce type de chauffage réalise un transfert du promoteur à l'entreprise énergétique. L'Agence pour les économies d'énergie, (toujours elle !) a chiffré cette économie pour le promoteur à environ 14 000 francs (1976) par logement ! Mais rassurons-nous, ce n'est qu'un transfert. Au point de vue investis-

appel

Plus de 2 000 enseignants ont déjà signé cet appel pour dénoncer le conditionnement direct et massif des jeunes par l'Education nationale en faveur de la politique gouvernementale de développement de l'énergie nucléaire.

Nous appelons tous les militants à faire signer cet appel (signature à renvoyer à : C. Pneda, 8, rue de Nice, 75011 Paris).

Depuis plusieurs mois, l'EDF développe une campagne d'intoxication pronucléaire en diffusant sa publicité massivement auprès des enseignants, par l'intermédiaire des CRDP (Centres régionaux de documentation pédagogique).

Cette publicité vise à conditionner les jeunes en faveur du développement de l'énergie nucléaire.

Les établissements scolaires reçoivent de nombreuses brochures en couleur, des pochettes de 12 ou 24 diapositives, des offres de prêt de films 16 mm (sonore, couleur) pendant un mois, des propositions de conférenciers qui se déplacent sur demande pour les classes scientifiques, géographiques et économiques du second cycle, des offres de visites de centrales nucléaires adressées aux chefs d'établissement, pour les enseignants, sur papier à en-tête de l'Académie de Paris, des offres de stages de formation — tous frais payés (voyage en première classe), rémunérés (100 F par jour pendant quatre jours) — organisés entre autres par le ministère de l'Education, les adresses des services de relations publiques de l'EDF.

Nous dénonçons cette campagne d'intoxication, qui s'inscrivant dans les pires traditions de manipulation publicitaire, a pour objet de contourner les critiques que soulève le programme nucléaire et qu'ont dénoncé les scientifiques, chercheurs et enseignants de l'enseignement supérieur (« Appel des 400 » actuellement plus de 4 000) ; les enseignants s'élèvent contre les pressions dont ils sont l'objet de la part du ministère de l'Education qui leur demande ouvertement de défendre et d'illustrer la politique gouvernementale en matière d'énergie.

Nous appelons tous nos collègues enseignants, animateurs, éducateurs et chefs d'établissement à refuser d'être les agents de publicité de l'EDF.

nium 235, c'est-à-dire seulement une infime partie de l'uranium naturel (0,7 % exactement). Les ressources mondiales estimées prévoient l'épuisement des réserves vers l'an 2000, c'est-à-dire d'ici 25 ans. Or, le bilan énergétique du programme électronucléaire a été calculé en supposant que les réacteurs avaient une durée de vie d'environ 20 ans. Ceci ne sera plus du tout vrai pour les réacteurs que l'on construira en 1990... puisqu'on ne pourra pas les approvisionner en uranium pendant toute leur vie. Le bilan économique s'en ressentira durablement.

Un matraquage publicitaire pour

Bibliographie nucléaire

Le nucléaire en question. — P. Samuel (Editions Entente).

Alternative au nucléaire. — Institut économique et juridique de l'université de Grenoble (Presses universitaires de Grenoble).

L'électronucléaire en France. — CFDT - CEA (Le Seuil-Points).

L'énergie c'est vous. — Professeur Molo-Mollo (Stock. Coll. Vivre).

Ecologie et politique. — M. Bosquet (Ed. Galilée).

L'énergie solaire. — Percebois (Ed. du CNRS).

Ecologie, détente ou cycle infernal. — P. Samuel (Coll. 10-18).



une gigantesque opération déficitaire, ce n'est pas la première fois que l'on assiste à ce processus. Celui-là est à la taille des profits géants qui s'annoncent à l'horizon. C'est encore nous qui serons les dindons de la farce comme le dit en termes très administratifs une note du ministère de l'Industrie (février 1976) : « le financement du programme électronucléaire dépend essentiellement des possibilités d'actions en matière tarifaire.

Gilles BERNARD ■

(1) Lire à ce propos la brochure « Electronucléaire et développement capitaliste » PSU documentation février 1976.

(2) « L'Electronucléaire en France », édition du Seuil.

tous à Creys-Malville le 3 juillet

L'opposition unanime des habitants de Plogoff (Bretagne) à l'implantation d'une centrale nucléaire et la marche contre l'usine de retraitement de La Hague le 6 juin ont montré le développement de la mobilisation populaire contre le programme nucléaire du gouvernement.

La décision de construire Super Phénix constitue une escalade dans la politique gouvernementale et une véritable provocation vis-à-vis de la population puisque le surgénérateur sera au centre d'une région peuplée et à 50 km de Lyon. Face à la politique du fait accompli du pouvoir et de l'EDF qui, en plus de Super Phénix, ont décidé la construction, le long du Rhône, de quatre nouvelles tranches de centrales à Bugey et une centrale à Cruas dans la Drôme, de nombreux comités locaux antinucléaires se sont créés. Ils se sont regroupés dans une coordination Rhône-Alpes et préparent depuis quatre mois l'occupation du site de Creys-Malville à partir du 3 juillet.

Un important travail de sensibilisation est fait auprès de la population des environs... : ainsi à Belley, le 4 juin, une réunion rassemblant plus de 500 personnes s'est tenue avec la participation de nombreux scientifiques parisiens, lyonnais et grenoblois. De même le Comité universitaire et scientifique grenoblois pour l'arrêt du programme nucléaire vient de sortir une brochure au titre évocateur : « Plutonium sur Rhône » (1). Son succès est grand dans la région malgré le black-out de

la presse, y compris celle de gauche. Pourtant, les responsables et les technocrates d'EDF ne lésinent pas sur les moyens pour développer leur propagande anesthésiante auprès des notables et des habitants.

Il ne fait pas de doute que le 3 juillet sera un moment important de la lutte contre le programme nucléaire français. Dans cette perspective il est nécessaire que les forces politiques et syndicales, les organisations paysannes et écologiques s'engagent d'une manière unitaire pour le succès de cette opération. C'est pourquoi le PSU salue l'action des dizaines de comités locaux et l'action des associations écologiques, et qu'il considère comme un encouragement très important la prise de position de la CFDT réclamant un moratoire de trois ans pour le programme électronucléaire. Le PSU fera tout pour développer la mobilisation populaire afin de transformer Creys-Malville en un nouveau Larzac.

J.F. THORAVAL ■

(1) Pour se procurer « Plutonium sur Rhône », commander à CUSGPAPN, BP 16, 38120 Saint-Egrève. Joindre 6 francs par exemplaire commandé.

la société du plutonium

Un conseil interministériel restreint s'est tenu le 15 avril 1976 pour mettre à jour la politique énergétique française. Une décision lourde de conséquences a été prise par le gouvernement, celle d'autoriser EDF à lancer dès cette année la construction de Super Phénix, une centrale nucléaire de 1 200 mégawatts électriques, du type surgénérateur. La France est le premier pays au monde à s'engager aussi vite dans l'exploitation de cette nouvelle génération de centrales nucléaires.

Pourquoi Super-Phénix ? Tout d'abord, le surgénérateur est présenté comme le relais indispensable des centrales à eau légère qui brûlent une variété d'uranium assez rare dans la nature et dont les réserves seront épuisées à la même époque que les réserves de pétrole (d'ici vingt à trente ans). Le surgénérateur utilise un autre combustible, le plutonium, qui est fabriqué à petites doses dans les centrales à eau légère. Mais il a le gros avantage de fabriquer lui-même du plutonium à partir d'une autre variété d'uranium, beaucoup plus répandue dans la nature. Il en fabrique même plus qu'il n'en brûle, d'où le nom de surgénérateur qui lui a été donné. Sans le surgénérateur, le programme électronucléaire déboucherait rapidement sur une impasse. Le plutonium accumulé dans les premières tranches permettrait d'alimenter les premiers surgénérateurs qui, à leur tour, fourniront le combustible des suivants. La multiplication des surgénérateurs permettrait d'atteindre la fameuse indépendance énergétique.

Ce bel optimisme bute en fait sur un certain nombre de difficultés. Les Amis de la Terre ont ainsi mené une étude qui démontre que les surgénérateurs arriveront trop tard pour relayer les centrales à eau légère. Pénuries d'uranium et de pétrole risquent donc de se superposer, avec les à-coups économiques qui en résulteront.

Par ailleurs, l'extraction du plutonium des centrales à eau légère comme des surgénérateurs suppose un retraitement industriel de grosses quantités de déchets, très radioactifs. Il reste encore des obstacles techniques importants et le coût final de l'opération risque d'être très élevé.

sans transition

Deuxième raison invoquée par le gouvernement français : l'avance prise par la technologie française dans la mise au point des surgénérateurs. D'autres pays ont étudié ce type de centrales mais ont ralenti leurs efforts. La France seule met les bouchées doubles, escomptant un créneau technologique qui permette, ultérieurement, des exportations fructueuses.

L'originalité française réside dans le fait qu'on hésite moins qu'ailleurs devant les risques de l'entreprise : on passe allègrement de Phénix (250 Mw) à Super-Phénix (1 200 Mw) alors que pour les centrales à eau légère, beaucoup moins dangereuses, on avait procédé par étapes progressives, sans qu'aucune étude de probabilités d'accident n'ait été effectuée.

Quant aux perspectives d'exporta-

tions, l'exemple de Concorde montre qu'il est difficile de vendre sur un marché dominé par les Américains des technologies qu'ils ne contrôlent pas. A moins que les éventuels clients sur lesquels compte le gouvernement ne soient tous ceux qui s'intéressent de près à la technologie du plutonium, clé de la bombe

liquides radioactifs, multiplication des transports de matières fortement irradiées, stockage à long terme des déchets, pollution thermique importante. Tout cela commence à être bien connu. Venons-en aux risques spécifiques aux surgénérateurs.

● Le plutonium : il s'agit d'un métal lourd qui n'existe pas dans la nature. Fortement radioactif, le plutonium est extrêmement toxique : la dose inhalée qui provoque un cancer du poumon est estimée entre un millionième et un millionième de gramme. Sa période radioactive est de 24 000 ans. A cause de ces propriétés, tout ce qui se rapporte au pluto-

nément au contact de l'air sans qu'on sache éteindre un tel feu. Au contact du cœur le sodium devient radioactif. Il y en aura 5 000 tonnes dans Super-Phénix. Un surgénérateur prototype soviétique de 350 mégawatts a ainsi connu un feu de sodium qui a duré six heures, à la suite d'une fuite de tuyauterie.

● Les risques d'excursion nucléaire : Le nom plaisant « d'excursion nucléaire » cache le fait que le surgénérateur est construit sur le principe même de la bombe atomique et que, comme cette dernière, il peut exploser. En raison du volume de matière fissile, les dégâts risquent d'être considérables. EDF ne conteste pas le fait puisque ce sont ses techniciens qui ont inventé le terme « d'excursion nucléaire ». Une telle explosion serait une catastrophe pour les régions limitrophes qui en subiraient les retombées. C'est la raison pour laquelle les autres pays ont préféré installer leurs prototypes de surgénérateurs dans des régions peu habitées. Seule la France les construit à proximité de grandes villes : Phénix près de Nîmes, Super-Phénix entre Genève, Lyon et Grenoble.

plutonium et libéralisme

Ce rapide survol d'un certain nombre de questions que soulève la décision de construire Super-Phénix a permis d'éclairer quelques-unes des raisons de notre opposition fondamentale. Sourd à toute argumentation et à l'inquiétude des populations directement menacées, le gouvernement engage l'avenir sans même consulter le Parlement. C'est qu'il est soumis aux pressions d'industriels qui n'entendent pas laisser passer un marché de plusieurs milliards ou dizaines de milliards de francs. C'est que cette pression du profit est relayée par celle de technocrates fascinés par la démesure même de leur technique.

A travers le premier pas de Super-Phénix se profile la généralisation des surgénérateurs. Celle-ci implique nécessairement, en raison des risques, une société policière. Il faudra surveiller très sévèrement toute la chaîne du plutonium, de la centrale à l'usine de retraitement, en passant par toutes les manipulations, stockage, transports, etc. La seule façon d'y arriver, c'est un dispositif policier très dense, un fichage et une surveillance serrée de tous. C'est aussi un système politique qui garantisse un immobilisme et un ordre social rigoureux, au nom de la sécurité des populations et de la protection des stocks de déchets, des déchets qui resteront actifs et devront être surveillés pendant des milliers d'années.

Mais après tout, cette civilisation du plutonium, est-elle pour déplaire à Giscard, Chirac et autres Poniatowski ?

P. MARQUESTE ■



atomique. Le récent accord avec l'Afrique du Sud montre que le gouvernement français ne s'encombre pas de scrupules et qu'il n'hésitera pas, sur ce plan aussi, à prendre tous les risques.

l'aventure du plutonium

A côté de l'argumentation officielle, il y a tout ce qu'elle ne dit pas. Tout d'abord, on retrouve l'ensemble des risques déjà dénoncés pour les centrales à eau légère : pollution radioactive par les rejets de gaz et de

nium est l'objet de précautions draconiennes pour éviter une éventuelle dissémination. En fait, il est dès maintenant impossible d'assurer un contrôle et une comptabilité absolus des mouvements d'uranium et de plutonium. Qu'en sera-t-il avec la multiplication des surgénérateurs et des transports vers la seule usine de retraitement actuellement en service, à la Hague dans le Cotentin ?

● Le sodium : le seul réfrigérant actuellement utilisable pour évacuer la chaleur produite par le surgénérateur est un métal fondu : le sodium. Il faut savoir que le sodium explode au contact de l'eau, brûle sponta-

les énergies de remplacement

Au Danemark, l'énergie éolienne disponible et capturable suffirait à couvrir des besoins énergétiques cinq fois supérieurs à ceux de 1975 ; la Régie Renault développe une filiale qui vend à l'étranger, Egypte et Mexique notamment, des pompes solaires qui offrent l'avantage d'être réparables par le moins qualifié des mécaniciens de village ; dans le sud de la France et en Savoie, plusieurs écoles sont en partie chauffées par le soleil ; au Havre, depuis le début du mois de juin, cinq pavillons solaires « fonctionnent », et dans les conditions les plus défavorables, ils économiseront 50 % d'énergie par rapport à des maisons normales ; au Portugal et à Malte, les écologistes s'aperçoivent avec surprise que plusieurs milliers d'éoliennes fonctionnent encore en permanence dans les campagnes ; le prix des chauffe-eau solaires baisse de mois en mois, une exposition « énergies libres » organisée par le Centre Pompidou est ouverte pour plusieurs mois...

Il est possible de multiplier les exemples tendant à prouver que les énergies « propres » (ou libres, ou douces...) émergent désormais de la clandestinité et du royaume de l'utopie. Après avoir longuement prêché dans le désert, les écologistes s'allient aux techniciens pour montrer que le recours à des énergies inépuisables et non polluantes est non seulement possible mais rentable à moyen terme comme à court terme.

Malheureusement, les premiers chauffe-eau solaires cachent le choix nucléaire : près de six milliards de francs seront consacrés à l'énergie nucléaire en 1976 contre... 230 millions pour les énergies nouvelles. Ces énergies ont accédé à la crédibilité mais le pouvoir et les industriels se gardent soigneusement de fournir à ces énergies la possibi-

lité de se développer massivement. Involontairement sans doute, le titre de l'exposition qui se tient au musée des Arts Décoratifs en fournit la raison : il s'agit d'énergies *libres*.

Il est évident que le recours généralisé, au moins pour les besoins domestiques, au vent et au soleil, implique le développement d'une société décentralisée et autogérée : le contraire de la société nucléaire que l'on contrôle étroitement en s'aidant du *besoin de sécurité*. Installer sur une maison ou sur un immeuble un dispositif qui coupe partiellement ou totalement les liens (et la sujexion) avec EDF, cela signifie que des gens ne sont plus à la merci d'une production centralisée, qu'ils gèrent eux-mêmes leur production d'énergie.

Les études réalisées depuis quelques années ont fait la preuve qu'en

l'espace d'une vingtaine d'années entre 25 et 35 % au minimum de l'énergie domestique pourrait être fournie par le soleil et par le vent : éoliennes, capteurs solaires et piles solaires ne coûteront pas bien longtemps plus cher que des installations esclaves de l'électricité. De toute façon on sait déjà qu'en dépit d'une production limitée (entre 1 500 et 3 500 francs pour un chauffe-eau solaire équipant une grande maison individuelle), les équipements sont rentabilisés en trois à cinq ans. Ensuite non seulement l'énergie prélevée ne remet en cause aucun équilibre naturel, non seulement elle est disponible en quantité illimitée, mais de plus elle est totalement gratuite. Enfin, il faut rappeler que les générateurs solaires ayant peu de pièces en mouvement s'usent peu, tombent rarement en panne.

Les énergies libres, cela peut être l'indépendance d'un maximum de gens, de villages entiers vis-à-vis de l'infrastructure énergétique. Angoisse du pouvoir qui voit se profiler cette perspective : il est impossible de vendre le soleil et le vent. Alors, à tout hasard, de grandes entreprises ont commencé à racheter des petites boîtes qui fabriquent des engins solaires. Souvent plus pour contrôler et geler le marché que « pour faire des affaires ».

La perspective immédiate est celle des immeubles alimentés en chaleur, voire en électricité, de façon autonome. Un chauffage gratuit qui se trouve entièrement entre les mains des habitants de l'immeuble. Ce qu'il faut réclamer, ce qui doit devenir une revendication à caractère politique, c'est la construction de ces immeubles : pour que soit prouvé qu'il n'est pas besoin de vivre en pays chaud pour que l'énergie solaire soit rentable ; des maisons solaires, outre celles du Havre, fonctionnent dans l'est et dans le nord de la France et pas seulement dans les pays au ciel souvent bleu.



Il faut répandre la certitude que le soleil et le vent ne sont pas seulement des idées d'énergies « à la mode », mais tout simplement la seule issue démocratique au problème de l'énergie, la seule façon de redonner aux gens le contrôle d'une partie de leur existence. Capter le soleil et le vent, c'est retrouver en quelque sorte une créativité dans son existence, c'est s'apercevoir que la chaleur, l'électricité ne sont pas des biens octroyés magiquement par un pouvoir, mais le résultat d'une technique que chacun peut comprendre. Ce phénomène de démythification, de surprise devant l'électricité a été observé partout où des éoliennes ont été mises en place : des paysans dont les pères ou les grands-parents avaient pourtant produit avec une petite rivière le peu d'électricité dont ils avaient besoin, avaient oublié que faire du courant électrique, « c'était aussi simple ».

Les énergies douces, non seulement c'est possible, non seulement il s'agit d'une solution qui n'a rien d'utopique pour la moitié au moins de nos besoins, mais en plus c'est rentable pour notre société industrielle et c'est la première des antidotes contre la centralisation.

C.-M. VADROT ■



Photo AFP

psu documentation

Vient de paraître

N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats

4,00

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération	4,00
N° 86-87-88 Le chômage sous-produit du capitalisme	6,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militier contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 100-101 1970 - 73 Les femmes dans l'unité populaire	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
• N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

et pourtant elle tourne...

Italie : un sursis jusqu'à l'automne

« Blocage », « impasse », « pays ingouvernable »... autant de clichés que l'on entend depuis que sont connus les résultats des élections du 20 juin. Nous disons que ce scrutin pouvait être historique s'il marquait la fin du règne de la démocratie chrétienne... Force est de constater que ce n'est pas encore le cas. Dès lors, il faut s'interroger sur les causes de ce sursis accordé à la DC et surtout poser la vraie question : existe-t-il des perspectives pour une alternative politique dès l'automne ?

Toutes les forces politiques reconnaissent que les hypothèses de gouvernement, prévisibles avant les élections, sont aujourd'hui irréalisables. Revenons sur les trois hypothèses de départ :

— le gouvernement d'union nationale pour sortir l'Italie de la crise : le PCI, renforcé notamment, le réclame toujours; mais la DC le refuse, ce qui est logique, puisque Fanfani (qui a repris le dessus sur Zaccagnini) a fait campagne sur le thème de l'anticommunisme et a réussi ainsi à récupérer environ un tiers de l'électorat néo-fasciste du MSI;

— un gouvernement d'alternative de gauche n'est pas plus possible. D'abord, sa base parlementaire n'est égale qu'à 48 % des voix. Ensuite, le pôle principal de la gauche — le PCI — n'en veut pas. De plus, l'effritement des petits partis laïcs du centre retire à cette alternative une base de soutien critique qui aurait été nécessaire.

— le retour d'une solution de centre gauche. A priori, cette résurrection est impensable puisque le PSI a ouvert la crise gouvernementale pour mettre fin définitivement à ce type de coalition. Mais l'ambiguïté de la campagne électorale menée par le parti de De Martino a entraîné un recul sensible de son audience et ouvert une crise interne (démission de Mosca, secrétaire adjoint). Le PSI saura-t-il rester cohérent avec l'orientation d'alternative de gauche adoptée à son dernier congrès ?

la bipolarisation enracinée

Quelles solutions reste-t-il ? Ce fameux gouvernement « balnéaire » DC + centre droit + personnalités indépendantes ? A moins que le gouvernement Moro n'expédie les affaires courantes pendant deux mois ? Ce qui serait impensable ailleurs ne l'est pas en Italie. Ces solutions n'en sont pas... elles reproduisent, en les accentuant, les contradictions de la vie politique et sociale italienne. Comment analyser les

causes de cet état de faits et déceler les responsabilités ?

Les analystes politiques ont beaucoup disserté sur la « bipolarisation » depuis une semaine. Il est vrai qu'il s'agit là d'un fait nouveau, et ce pour deux raisons. Primo : la bipolarisation à l'italienne est différente des modèles anglais ou allemand : c'est la confrontation entre un PC puissant et une DC au conservatisme accru alors que la bipolarisation type en Europe occidentale oppose des social-démocraties rénovées aux forces de la droite classique (CDU/parti conservateur/UDR-RI/PPD-CDS). Secundo : c'est la première fois que la bipolarisation s'articule avec un système électoral fondé sur la représentation proportionnelle. Au-delà de ces constats qui révisent bien des idées reçues... Il faut déceler ce que signifie socialement cette bipolarisation.

La DC a récupéré des bases sociales du type MSI notamment des couches de petits fonctionnaires et de commerçants ainsi que des militaires inquiets des récents remous au sein de l'armée, mais elle a perdu des fractions importantes de son électorat ouvrier qui a suivi l'exemple de personnalités chrétiennes célèbres, telles R. La Valle et Dom Franzoni qui ont rallié le PCI. Des bases populaires donc, mais de moins en moins ouvrières.

petit sursis pour la droite ?

Le PCI a bénéficié de sa stratégie d'ouverture et de son image non sectaire. Tous ceux qui à gauche souhaitaient la fin de la DC ont voté massivement PCI. Là où le PCI a fait la preuve dans des « juntas » municipales ou régionales de ses capacités de bon administrateur, il réalise des scores impressionnantes (47 % à Naples !). La non-percée des listes Democrazia Proletaria par rapport au scrutin de 1975 s'explique par le fait que les jeunes travailleurs ont voté en masse PCI. De même, c'est grâce aux travailleurs des noyaux industriels que le PCI progresse



dans le Mezzogiorno, notamment en Calabre. Il y a incontestablement un élargissement des bases sociales du PCI, s'appuyant sur un électoral ouvrier plus homogène sur l'ensemble du pays et sur un cercle grandissant de travailleurs intellectuels, tels enseignants, chercheurs ou artistes...

Ainsi, la bipolarisation a des racines... Ce n'est pas une affaire de « comportement » politique au sens des politologues bourgeois, c'est une affaire de classes sociales et d'alliances entre ces classes. Cela nous amène directement à la question de l'alternative politique. Il ne sert à rien de clamer la responsabilité du PCI si ce n'est pour l'amener à s'engager clairement dans le sens d'une renonciation à la stratégie du compromis historique. L'extrême gauche dispose pour la première fois d'une force parlementaire non négligeable, mais son action doit se tourner vers la base du PCI pour la mobiliser sur le thème : l'alternative de gauche est possible dès l'automne.

Cette attitude peut ne pas être seu-

lement propagandiste, si les groupes qui ont fondé les listes DP savent prendre des initiatives unitaires sur le terrain des luttes sociales. Car la situation économique s'est encore dégradée un peu plus par rapport à la période d'avant les élections. La DC va devoir prendre des mesures d'austérité et demander un soutien extérieur au dollar US (Kissinger, satisfait des résultats du 20 juin, y est prêt) et à la CEE. Le PCI ne pourra pas rester l'arme au pied devant la volonté de la DC de faire payer les frais de la crise aux travailleurs. L'extrême gauche pourra-t-elle alors renverser le sentiment de déception qui est très fort actuellement au niveau syndical, et lancer des campagnes unifiantes visant à peser sur les contradictions internes du PCI, afin d'amener les conditions politiques propres à la réalisation de l'unité des forces populaires en Italie ? C'est à cette condition que le sursis accordé à la droite par ce scrutin peut prendre fin à l'automne.

Alain CHATAIGNIER ■

une question à Lotta Continua

entretien avec Luigi Manconi,
conseil national de Lotta Continua

TS : Comment apprécier selon toi les résultats enregistrés par Democrazia Proletaria lors des élections du 20 juin ?

Luigi Manconi : Ils sont nettement inférieurs à nos prévisions (400 000 voix environ de différence), mais il serait erroné d'attribuer cet échec relatif à une absence de la gauche révolutionnaire sur les lieux de production ou dans les quartiers. Une autocritique commune devrait porter avant tout sur la stratégie concrète qui a été la nôtre durant la campagne électorale.

D'un point de vue global, DP subit les conséquences du développement spectaculaire d'un bipartisme électoral Démocratie chrétienne-PC. Les petits partis traditionnels PRI, PLI (il atteint à peine le quorum requis), PSDI s'effondrent. Les conflits internes au PSI ont empêché ce dernier de clarifier sa ligne qui reste ambiguë, ce qui explique la médiocrité de ses résultats. Le succès de la DC repose sur la campagne hyperdroitière de Fanfani (anticommunisme primaire) qui lui a permis de souder derrière elle un bloc conser-

vateur dont l'électorat néo-fasciste est venu en partie grossir les rangs. Face à ce déplacement de l'échiquier politique vers la droite, la classe ouvrière a voté « crédible » dans le sens d'une concentration des forces autour d'un PCI qui a le vent en poupe.

La gauche révolutionnaire aurait dû, selon nous, abandonner toute optique minoritaire et renoncer bien avant le 20 juin à être le simple appendice extrémiste d'une union de la gauche hypothétique et pesante. Sa lenteur à réaliser l'unité ne lui a pas permis de correspondre à une expression réelle de la volonté des masses. En présence d'un blocage partiel du processus de transformation sociale, elle risque une réduction encore plus virulente de son impact si elle ne parvient pas à déboucher sur une remise en question des diverses stratégies de ses composantes, à entraîner dans ce débat les secteurs larges qui se sont battus pour l'unité. Une assemblée constitutive de masses pour la construction de l'organisation révolutionnaire serait en ce sens un objectif pleinement justifié.

Propos recueillis
par Michel LINKS ■

Portugal : et maintenant ?

Beaucoup de surprises dans les résultats des élections portugaises. Tout d'abord les presque 17 % recueillis par Otelo. Voix ouvrières et paysannes comme le montrent les scores à Setubal (banlieue ouvrière, fief du PC : 42 %) et dans l'Alentejo (bastions de la réforme agraire : à Evora 35 %, à Beja 33 %), prises essentiellement au PC qui perd près de la moitié de ses suffrages.

Les 14 % d'Azevedo ensuite qui mord largement sur l'électorat de gauche du PS comme cela apparaît clairement à Porto.

Les 61 % seulement de Eanes enfin qui sapent d'emblée le projet de celui qui se vantait de pouvoir rassembler les 75 % de l'électorat.

Eanes, président « d'union nationale », cherche à réaliser sous cette formule une nouvelle alliance de collaboration de classes, seule capable, selon lui, de neutraliser la capacité de lutte de la classe ouvrière. De ce point de vue, au fond, son gouvernement ne sera pas qualitativement différent des six premiers, même si bien sûr les rapports de forces se sont transformés depuis. Mais, et c'est là que réside la différence principale, le centre de gravité de cette alliance s'est déplacé des forces armées vers les partis politiques et principalement vers le PS. Car c'est sur ce parti que repose en définitive la viabilité de « l'union nationale ».

Seulement voilà, près de la moitié de l'électorat socialiste a marqué sa défiance envers cette politique en votant Azevedo et partiellement Otelo. Pour la première fois, les

ront donc la crise interne de son parti qui, si elle se développe, se transformera immédiatement en crise du gouvernement.

difficultés dans l'armée

D'un autre côté, l'armée sur laquelle Eanes veut fonder son pouvoir d'arbitrage est encore loin de pouvoir jouer ce rôle. De nombreux jeunes officiers de gauche y sont encore présents, et le mouvement des soldats reprend. Par ailleurs, il se dit que Melo Antunes (partisan d'une alliance PS-PC) assumerait l'importante responsabilité d'une commission de contrôle de l'application de la Constitution. Quant à Costa Gomes on le présente toujours comme



conditions politiques existent pour que la crise du PS, d'hypothèse, devienne réelle. L'avenir immédiat du projet Eanes repose donc sur une stabilité, bien compromise, du PS lui-même.

Or, le gouvernement se heurtera d'abord aux luttes revendicatives des travailleurs. Le PC a d'ailleurs prévenu qu'il ne sera pas le dernier à pousser à la lutte, ne serait-ce que pour récupérer son influence à travers l'appareil syndical qu'il contrôle encore largement. Quant à la « victoire » d'Otelo, elle va, sans aucun doute, redonner confiance aux travailleurs.

Les difficultés que rencontrera le Premier ministre Soarès alimentent

Message à Otelo. « Le PSU salue en toi la candidature de l'homme du 25 avril qui a renversé le fascisme et qui, tout au long du processus portugais, a refusé de mettre les forces armées au service de la bourgeoisie.

Espérant et souhaitant que ta candidature contribue à réaliser l'unité populaire à tous les niveaux, rassemblant à la base et si possible au sommet, sur un programme anticapitaliste, les masses populaires, le PSU qui a soutenu la révolution portugaise dès son début, te souhaite plein succès. ■

une éventuelle solution de rechange. C'est dire que le président à encore du pain sur la planche. Est-ce pour cela qu'il a annoncé qu'en cas de remous dans l'armée il n'hésiterait pas à sortir « ses » tanks ? Cet avertissement vaut aussi pour le « facteur d'instabilité et d'agitation » que représentent, selon lui, les 800 000 voix « otelistes ».

la perspective des GDUP

Que va-t-il advenir des comités qui se sont mis en place pour soutenir Otelo ? Un prochain congrès devrait, selon le candidat, les coordonner en un « Mouvement d'unité populaire ». Mais quelle sera la nature

d'un tel mouvement ? Un front « patriotique » ? Une sorte de mouvement ouvrier bis à côté de l'autre ? Un substitut à la formation d'un parti révolutionnaire de masse ? Les choses à l'évidence ne sont pas claires.

Reste que ce mouvement, s'il se structure comme le propose le MSU, en un lieu permanent de débat, s'il arrive à élaborer une politique syndicale unitaire et de classe, et s'il aboutit à la conclusion que face à l'échec à terme du gouvernement PS, et devant le danger de son ouverture au PPD voire au CDS, seul un gouvernement d'unité des travailleurs et de leurs organisations pourra ouvrir une nouvelle phase de la révolution portugaise, alors un grand pas en avant aura été franchi.

Maurice NAJMAN ■

Afrique Australe : maintenant le feu...

On se demandait si les militants nationalistes sud-africains existaient encore, si l'effrayant appareil de répression mis au point par des Afrikander aux conceptions quasiment nazies n'avait pas réussi finalement à tuer dans l'oeuf toute vélléité de rébellion ou de simple contestation. Lorsqu'on évoquait la résistance en Afrique du Sud même, on devait le plus souvent s'en tenir à quelques vœux pieux, à des paroles d'espoir un peu creuses. Les organisations étaient décimées ; leurs leaders bannis, emprisonnés ou exilés dans le meilleur des cas ; pour un rien, leurs militants étaient accusés de « terrorisme », de « communisme », et poursuivis devant des tribunaux sans tendresse. Les populations paraissaient résignées : dans les Bantoustans, ces réserves de main-d'œuvre construites sur un mode tribal, auxquelles le régime blanc compte accorder un simulacre d'indépendance ; sur les propriétés agricoles ; dans les mines et les industries ; dans les « townships » installées autour des grands pôles d'activité, pour y faire dormir la force de travail amenée des Bantoustans...

Pour ne pas désespérer tout de même, on mettait aussitôt l'accent sur la pression extérieure : les luttes de libération déjà victorieuses au Mozambique et en Angola, qui allaient constituer pour les résistants noirs d'Afrique du Sud, de Namibie et de Rhodésie des bases arrière solides ; les déconvenues occidentales en Afrique australe et dans l'océan Indien, qui inciteraient les puissances impérialistes à plus de circonspection à l'heure du règlement final en Afrique australe... Et du coup, les grèves des travailleurs noirs, toujours brutalement réprimées, les protestations d'étudiants, les procès de « terroristes » paraissaient disproportionnés avec les moyens et la résolution de l'adversaire, un peu vains, comme suicidaires.

la solution idéale

Mais il y a eu Soweto, et puis l'embrasement de la plupart des townships du même genre pendant plu-

sieurs jours. Le nom même de Soweto est tout un programme : c'est la contraction de South West Township (l'agglomération du Sud-Ouest). Autant dire que cette immense cité — un million de Noirs, à vingt-cinq kilomètres de Johannesburg la blanche — manque singulièrement d'âme, pour ne rien dire de son histoire. Construites en alignements propices à toutes les désespérances — il y a d'ailleurs trois meurtres et trois viols par jour en moyenne à Soweto, sans compter les bagarres, agressions, etc. — les maisons sont louées par la municipalité de Johannesburg aux travailleurs sud-africains émigrés, qui doivent justifier d'un travail et porter un laissez-passer spécial.

Pour le gouvernement sud-africain, qui raisonne en termes de main-d'œuvre et d'apartheid, ces townships à quelque distance des grands centres urbains sont la solution idéale pour parquer les Noirs : elles les tiennent à distance respectueuse, tout en les maintenant à disposition pour le travail. Il n'a sans doute pas compris suffisamment que des grandes concentrations

comme Soweto — malgré leur vulnérabilité extrême sur le plan « militaire » — donnaient une nouvelle chance de s'exprimer à la résistance africaine. Dans les Bantoustans, les Africains sont désarmés par l'apparente autonomie dont ils jouissent, et le fait que leurs chefs soient de même race qu'eux ; sur les terres des fermiers, dans les mines, les usines, chez les familles blanches, ils sont contrôlés étroitement et ne peuvent que se taire. A Soweto, par contre, des jeunes ont levé le poing, réclamé le pouvoir noir, cassé tout ce qui représentait l'oppression dans leur vie d'enfermés, d'immis-

d'une maturité que l'on n'osait plus espérer après que tous leurs noyaux dirigeants aient été détruits et bannis. Le temps de la guérilla urbaine est sans doute venu en Afrique du Sud, et le pouvoir blanc le sent bien : le budget militaire de Vorster pour 1976-1977 est en progression de 40 % sur l'exercice précédent.

le « peuple élu »

Autant dire qu'il se prépare en Afrique australie un embrasement d'une violence sans doute extrême,



grés permanents dans leur propre pays : écoles, commerces, locaux administratifs... Des scolaires aux jeunes chômeurs, des enfants de « bonne famille » aux voyous locaux, tous ont exprimé leur « ras-le-bol » dans une réaction collective dont la dureté est à la mesure de la violence quotidienne qui leur est imposée.

Il est probable que ce mouvement a été en grande partie spontané, et plus ou moins imprévu dans son déclenchement comme pour les proportions qu'il a pris. Mais il est sûr maintenant que l'opposition souterraine menée par l'African National Congress, le PAC (scission de l'ANC) et les mouvements de conscience noire (notamment les étudiants du SASO) a porté ses fruits. Une partie des émeutes de ces dernières semaines témoignent de facultés d'organisation, d'un esprit d'offensive,

qui — bien qu'il corresponde à un conflit fondamental de classes entre exploiteurs et opprimés — sera ressenti en Occident et sur le terrain même — par la communauté blanche comme par une partie des communautés noires, métisses, ou indiennes — comme une guerre de type racial. Cela ne peut réjouir personne, mais autant s'y préparer. Guerre, évidemment : il y a belle lurette que la police sud-africaine ressemble à une armée et que l'armée des Blancs fait le travail de la police. Le gouvernement français le sait bien, lui qui a vu ses automitrailleuses « Panhard » et ses hélicoptères « Alouette » prendre position, en seconde ligne, autour de Soweto et des autres townships ces dernières semaines. Raciale : comment une population de couleur qui a été opprimée depuis plusieurs dizaines d'années au nom d'une race et de sa défense ne réagirait-elle pas, à

l'heure de son soulèvement et de sa lutte de libération nationale, en bloc contre cette race, dont l'idéologie Afrikaner de Verwoerd et de Vorster a fait un peuple élu, dominateur et sûr de lui-même ?

A dire vrai, l'Occident redoute cet embrasement et craint d'avoir à s'aligner — derrière Vorster, le jour venu — sur la défense de ses frères de race blanche. Une solution moyenne est en gestation, celle de la dernière chance. C'est la solution Kissinger, à laquelle sont favorables depuis longtemps une partie des milieux dirigeants sud-africains : ceux qui — derrière Harry Oppenheimer, le magnat de l'or et du diamant — détiennent les postes clés d'une partie de l'industrie sud-africaine.

la sentinelle de l'Occident

L'idée est qu'il faut lâcher du lest de toute urgence : l'apartheid a fait ses preuves pour aider le capita-

lisme sud-africain à sortir de sa phase « primaire ». Maintenant, il est plus une gêne qu'autre chose, puisqu'il prive l'économie d'une main-d'œuvre qualifiée et — fait plus grave encore — d'un marché intérieur susceptible de consommer les produits de cette économie. En disant, eux aussi, *A bas l'apartheid*, ces milieux occidentaux veulent en somme sauver le capitalisme sud-africain et conserver à ce pays son rôle de sentinelle sur la route du pétrole, sur le passage du Cap.

C'est la théorie des pays modérés d'Afrique de l'Ouest, et notamment de la Côte-d'Ivoire, un de ceux où le capitalisme marche le mieux. C'est celle de Kissinger, de Giscard, des Britanniques, des Allemands, bref, de tous ceux qui veulent éviter d'avoir à accueillir un jour des « rapatriés » un peu spéciaux et tiennent à ce que l'Afrique du Sud « équilibre » la poussée nationaliste et anti-capitaliste dans une Afrique décidément bien « déstabilisée ».

Philippe MARIELIE ■

Une pétition nationale lancée par COCIAA-CAO (1)

Le gouvernement raciste d'Afrique du Sud ne compte pas en vain sur celle que Vorster appelle « sa meilleure amie ». En effet, la France, en dépit du maintien et du renforcement du régime d'apartheid, en dépit des recommandations des Nations-Unies, de l'O.U.A. et autres instances internationales, des représentants du peuple noir d'Afrique du Sud, qui préconisent comme moyen de pression l'isolement économique, politique, culturel, diplomatique de ce pays, continue :

- d'armer la minorité blanche d'Afrique du Sud ;
- de lui apporter tout son soutien diplomatique, économique, financier, technologique, culturel (missions de Norbert Segard, du patronat français, de Roger Chnaud) ;
- de favoriser l'implantation de firmes françaises, firmes qui y appliquent strictement les lois raciales en vigueur.

Tout récemment, après avoir depuis plus de dix ans aidé l'Afrique du Sud à développer ses recherches tous azimuts dans le domaine nucléaire, la France vient d'accepter de lui livrer « sans conditions » deux réacteurs nucléaires.

Enfin, alors que la révolte gronde, que le sang coule, que des milliers de personnes sont arrêtées, emprisonnées sans jugement, bannies, déportées, la France accueille du 6 au 10 septembre prochain à Deauville, le Congrès du tourisme sud-africain (ASATA) qui doit réunir 300 délégués d'Afrique du Sud et une centaine de spécialistes européens représentant tous les secteurs du tourisme en Europe. Ce congrès a pour but de promouvoir sur une grande échelle les échanges touristiques entre l'Europe et l'Afrique du Sud et « plus particulièrement entre la France et l'Afrique du Sud ». Ce congrès sera présidé par deux membres du gouvernement français, M. M. d'Ornano et J. Médecin — ce dernier est président du groupe parlementaire des amitiés franco-sud-africaines, maire de Nice, ville qu'il a jumelée avec unique en Europe, avec une ville sud-africaine : Le Cap.

Les signataires, constatant que notre responsabilité dans le maintien de la domination et de la répression du peuple noir d'Afrique du Sud est directement engagée, exigent que soit mis fin au soutien inconditionnel que le gouvernement français apporte dans tous les domaines au régime raciste de ce pays, que soit annulée immédiatement la tenue en France du Congrès du tourisme sud-africain, et se déclarent mobilisés pour dénoncer face à l'opinion publique l'intensification des liens France-Afrique du Sud.

(1) Cette pétition organisée par le COCIAA (Comité d'organisation de campagnes d'information sur l'Afrique du Sud - campagne anti-Outspan) est lancée par les organisations membres de son collectif : Les Amis de la Terre, CNAPF, ASTI-Paris, refus-redistribution de l'impôt, PSU, OCA-Révolution Afrique, Révolution I, UNE-CAO, 46, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

on ne peut pas tout dire

terminus

Rien ne va plus au *Terminus Saint-Lazare*, hôtel « 4 étoiles » de la chaîne *Concorde*, qui en compte dix-sept. Son grand patron ? M. Taittinger soi-même, propriétaire des champagnes du même nom, propriétaire aussi des biscuits Brun et de la banque Worms... et ancien garde des Sceaux. Le *Terminus* accuse un déficit comptable de 150 millions d'anciens francs. Or, pour combler ce déficit, la direction a trouvé une recette : refuser les augmentations de salaires réclamées, licencier une partie du personnel afin de réduire les charges. Original, non ?

Les explications fournies par la direction masquent mal la volonté de cette dernière d'exploiter davantage le personnel — 200 employés — et de lui faire payer ses erreurs de gestion. Du reste, au royaume de M. Taittinger, on n'en est pas à une contradiction près. Tandis que la direction des hôtels rive gauche *Concorde* juge impossible toute hausse salariale, elle poursuit des travaux coûteux dans les bureaux. Standing « 4 étoiles » oblige. Tandis qu'elle se voit dans « la triste obligation » de ne pouvoir satisfaire les augmentations salariales, elle garantit des salaires très élevés aux membres de la direction (les salaires des seize personnes les mieux payées « de la maison » correspondent sensiblement au déficit subi par l'hôtel). Il y a, on le voit, comme un défaut dans la balance de l'ancien ministre de la Justice.

Il ne serait soi-disant pas possible de garantir l'emploi du personnel existant. Alors, on s'apprête à licencier vingt et une personnes au total, dont onze membres de la CFDT, y compris un délégué syndical. La direction de l'hôtel n'aime pas la CFDT. Si elle ne le dit pas, elle le prouve. Prétextant la remise en retard de la liste CFDT pour le deuxième tour des élections (mars-avril) du comité d'entreprise et des délégués du personnel, elle a refusé les candidatures des militants syndicaux. Elle lui préfère des candidats plus « représentatifs », c'est-à-dire « sans étiquette » (sic). Les employés attendent toujours la suite qui sera donnée à la plainte déposée auprès du tribunal d'instance du 8^e arrondissement.

Quant aux revendications, elles ne sont toujours pas satisfaites (passage au fixe pour ceux qui sont toujours au pourcentage, retour aux cadences « normales », augmentation uniforme de 350 francs par mois et 2 000 francs minimum pour tous par mois plus le 13^e mois complet, garantie de l'emploi qui implique le refus des licenciements prévus).

La peur — légitime — des licenciements a empêché jusqu'à ce jour le déclenchement d'une grève efficace au *Terminus* (*Le Louvre* seul

fait grève, avec occupation). Ce n'est que l'action concertée de l'ensemble du personnel des chaînes avec l'aide de la CFDT et de la CGT qui permettra de faire reculer la direction et de faire aboutir les revendications.

Militante CFDT
du *Terminus* ■



Vient de paraître : Critique socialiste n° 25.

Portugal : premier bilan. Vie et mort du pouvoir populaire par *Bernard Ravenel*. Crise économique et stratégie révolutionnaire par *Yves Barrou*. La réforme agraire par *M. O. Bosshardt*. Les problèmes de la santé par *Y. Gosselin*. Une justice en transition par *D. Charvet*. Perspectives du Comité Russel par *J.-P. Faye*. Les problèmes de l'unité d'action par *Victor Fay*. Le numéro 12 F — Abonnement — 6 numéros 50 F. Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. ■

Griffet : un espoir...

Le plus vieux conflit sur l'emploi : Griffet, prendra-t-il bientôt fin. En effet, au cours d'une conférence de presse, M. Genoyer a présenté un plan de redémarrage pour cette entreprise qui avait été mise en liquidation judiciaire le 27 novembre 1974 et où le licenciement collectif des 400 salariés avait été prononcé le 27 février 1975.

Pendant ces 16 mois, les travailleurs de Griffet ont refusé la fatalité. Ils ont multiplié les initiatives (montée en grue à Paris, journées portes ouvertes, participation à toutes les initiatives de popularisation, de rencontres des luttes pour l'emploi). Cette volonté de maintien de l'outil de travail connaît un début de résultat. Le plan de M. Genoyer est celui d'un patron : il s'appuie sur des démonstrations de rentabilité, de conquête de marché, de participation du personnel. La réembauche de 150 salariés s'échelonnerait sur 18 mois, soit pour la fin 1977 ; 200 autres travailleurs seraient ensuite repris dans les premiers mois de 1978. Un plan de formation avec

bénéfice des 90 % serait prévu et négocié avec le personnel non repris immédiatement.

Il est encore difficile de juger la viabilité et l'intérêt de cette proposition patronale, qui s'accompagne de propositions de cosurveillance et de copropriété collective de l'entreprise (pour un tiers du capital) par les travailleurs. M. Genoyer fait état d'un consensus existant dans le personnel pour ce redémarrage et de l'appui de G. Defferre. Il devra être confirmé.

Quelles que soient les limites de ces propositions et leur caractère « intégrationnistes », il va de soi qu'elles constituent pour les travailleurs une première victoire. Elles témoignent en tout cas que la « fatalité » capitaliste peut être battue en brèche. Monsieur Genoyer espère une aide de l'Etat (notamment par l'intermédiaire du FDSE et de l'aide à la création d'emplois). Il sera intéressant de voir en la matière la réaction du pouvoir et du patronat classique (qui, on le sait, est viscéralement hostile à la cosurveillance).

Y.S. ■

Pologne : le face-à-face

Le gouvernement polonais a précipitamment annulé les mesures de hausse des prix annoncées la semaine dernière (jusqu'à 100 %, par exemple, sur le sucre).

C'est la troisième fois, depuis 1956, que les ouvriers polonais contraignent leur gouvernement à reculer. Après Poznan, Ochab dut céder la place à Gomulka sorti depuis peu des prisons stalinien. Ce dernier se trouva bientôt acculé aux réalités du système bureaucratique et de l'alliance soviétique. Il fit entrer dans son gouvernement le général Moczar dont la politique autoritaire et raciste reste tristement célèbre.

En 1970, la violente révolte de Gdynia entraînait le départ de Gomulka et son remplacement par Gierek. Ce dernier, contraint par une situation économique désastreuse à affronter le mécontentement populaire, a dû céder aussitôt devant lui. Le face-à-face aura duré vingt-quatre heures.

Malgré leur blocage habituel, les informations, percèrent rapidement. En reculant, le gouvernement n'a fait que remettre à plus tard ses difficultés. Il s'est donné une marge pour essayer d'enrayer le mouvement. Les jours qui viennent diront dans quelle mesure il aura recours à la répression.

De toute façon, il se retrouvera devant les mêmes problèmes économique et politique, si l'on en juge par la promptitude de la réaction populaire. ■

grève de la faim contre la torture

Face à la situation dramatique des milliers d'Uruguayens et de réfugiés latinos-américains traqués en Argentine et aux menaces les plus graves qui pèsent sur le sort de l'ex-sénateur Enrique Erro après les assassinats de Zelmar Michelini et Hector Gutierrez Ruiz, détenus arbitrairement depuis plus d'un an par les autorités argentines et aux disparitions récentes des Uruguayens Manuel Liberoff, Ettore Pierri, Gerardo Gatti et Maria del Pilar Montedonico, un groupe de quatre Uruguayens et Français entreprend une grève de la faim pour obtenir :

● Que l'ambassade de France à Buenos Aires fasse le nécessaire pour que Enrique Erro, qui a obtenu l'asile politique en France, puisse quitter l'Argentine dans les plus brefs délais.

● Que le gouvernement français ouvre les portes de son ambassade à Buenos Aires à tous les réfugiés menacés.

● Qu'il intervienne auprès des Nations unies pour qu'une mission officielle soit envoyée en Argentine, afin d'enquêter sur les disparitions de Manuel Liberoff, Ettore Pierri, Gerardo Gatti et Maria del Pilar Montedonico ainsi qu'en Uruguay, afin d'obtenir l'identification des onze cadavres retrouvés sur la côte uruguayenne.

Les grévistes de la faim de la Maison verte 127, rue Marcadet, 75018 Paris ■

sommet de la gauche

La rencontre « au sommet » de la gauche à propos des futures municipales a été proprement surprise pour les observateurs non avertis, qui s'attendaient à des désaccords. C'est l'unanimité qui a prévalu. Mieux : toute bonne volonté confondue (« personne n'a rien imposé à personne », Mitterrand dixit), c'est le PCF qui, s'exprimant en son nom propre, a fait des propositions qui pouvaient satisfaire le PS mais qui, dit-il, correspondaient de toute façon à ses intentions initiales. L'avenir dira si cette unanimité est profonde.

Rouge présentera le mercredi 30 juin et publiera à partir du lundi 5 juillet quatre inédits de Jack London.

Quatre inédits où l'auteur s'explique et explique le chemin qui l'a conduit aux convictions socialistes qu'il défend avec tant de vigueur. ■

tribune de l'autogestion

une rencontre très large...

Réunir à Brest, pour discuter du problème de l'autogestion socialiste, des organisations aussi diverses que L'UD CSF, l'APF, le CLIN de Porsmoguer, le Groupe Information Droit, l'ASTI (Travailleurs immigrés), la LCR, le Groupe 75 (militants de la GOP, Révolution et des inorganisés), l'Equipe Pédagogie FREINET, la Commission Ecole CFDT de l'Enseignement privé, le BLEUN BRUG, SKOL AN EMSAV, etc. c'est le pari qui a tenu et gagné la section de Brest du PSU.

A signaler également la présence de camarades CFDT de la Thomson-CSF, des services municipaux, du bâtiment, de la métallurgie, du secteur Santé Sociaux, de l' Arsenal. Au total, 80 militantes et militants ont pris part aux débats et résisté à une chaleur torride...

réunir ceux qui luttent

Depuis quelques années, on voit sur Brest se dégager un courant autogestionnaire en dehors des organisations du Programme commun. A bien des occasions, et par exemple pour ne citer que les plus récentes : la réaction contre les assassinats franquistes, la lutte contre la répression des militants bretons, la solidarité aux soldats et marins emprisonnés, l'implantation, dans la classe ouvrière, de la lutte antinucléaire, la solidarité aux éboueurs en lutte, etc., des camarades se sont retrouvés, et parfois au nom de leurs organisations de luttes.

La tentative du PCF de regrouper autour de lui l'ensemble des mécontents pour la journée pré-élections municipales du 10 juin « Brest en lutte », s'est soldée par un échec. Seul, le PS, se coupant ainsi de la CFDT, a suivi le PCF et la CGT. La CFDT, pour des motifs très fondés, refusant d'avaler la pilule...

tes d'entreprises, luttes urbaines, luttes pour la santé des travailleurs, luttes antiélectronucléaires, luttes pour une école et une culture populaire, luttes de la minorité nationale bretonne. Mais deux heures de carrefours n'ont guère permis d'aller très loin, et souvent on s'en est tenu à un bilan, d'ailleurs très riche, de

dre le Programme commun. Pour ma part, préférant les confrontations aux silences, j'aurais souhaité qu'ils fassent preuve d'un peu plus de courage !

des perspectives...

Une fois de plus, le PSU se trouve placé dans une position stratégique importante, et le refus des exclusives pratiquée depuis toujours par la section de Brest, porte ses fruits.

Il s'agit pour tous de prolonger cet acquis d'unité dans les luttes par une réflexion politique commune et contradictoire. Beaucoup d'organisations souhaitent de nouvelles rencontres (le Bleun Brug par exemple sur le problème de la libération du peuple breton). D'autres ont proposé la résurgence d'un « centre d'études socialistes ». Pour ma part, je pense que si l'on veut conserver le caractère très large de ce mouvement, il ne faut pas céder aux impatiences qui tentent traditionnellement les militants de la LCR. En période électorale et de montée du réformisme, la première urgence est de renforcer les organisations de masse (populaires, syndicales, etc.), pour qu'elles résistent au laminage des partis du Programme commun. Il est donc préférable, dans l'immédiat, de coordonner des rencontres par thème. D'ores et déjà, ceux de l'Autogestion et l'Ecole, l'Autogestion et l'Autonomie de la Bretagne peuvent être retenus. Il s'agit en fait, de tenir compte des urgences pour les organisations de masse.

Il y aura donc des délégués de Brest aux états-généraux de l'autogestion socialiste...

Paul TREGUER ■

une avancée à Brest

La réunion du 12 juin était la première rencontre « officielle » du courant autogestionnaire sur Brest, et le PSU peut se réjouir d'avoir pris cette initiative.

beaucoup de chemin à faire...

Rencontre de militants en lutte, la réunion du 12 juin a donc été d'abord une série de carrefours : lut-

l'avancée des luttes et des objectifs de contrôle populaire.

Le débat qui a suivi n'a fait qu'effleurer le problème de l'autogestion et c'est dommage. Tout d'abord, parce que c'était la première fois que certains militants étaient confrontés à des analyses politiques et à leur jargon particulier (« réformistes » — « révolutionnaires »).

Ensuite, parce que les adhérents du PS (il y en avait quelques-uns dans la salle) n'ont guère osé défendre

états-généraux de l'autogestion

samedi 3 et dimanche 4 juillet

Les carrefours se déroulent au groupe scolaire Jean-Jaurès, avenue Jules-Ferry, à Malakoff.

Les forums et assemblées générales se dérouleront au Théâtre 71, place du 11-Novembre, à Malakoff. (Ces deux lieux sont distants d'environ 200 mètres).

ordre du jour

● **Samedi 10 heures** : Assemblée générale d'ouverture (compte rendu des assemblées de préparation locale, départementale ou régionale et présentation de l'organisation des travaux).

● **Samedi 14 h 30** : Carrefours (les carrefours seront introduits par plusieurs brefs rapports destinés à ouvrir le débat).

1. Emploi.
2. Salaires, prix, consommation.
3. Habitat et contrôle populaire.
4. Nucléaire.
5. Eglises et lutte de classes.
6. Ecole et division sociale du travail.
7. Femmes.
8. Armée, militarisation.
9. Justice et liberté.

10. Santé et contrôle populaire.
11. Information, communication et autogestion.
12. Les paysans dans la lutte des classes.
13. Minorités nationales.
14. Les combats culturels.
15. Morale, sexualité, mode de vie.
16. Immigration et révolution.

● **Dimanche 9 h 30** : Forums
1. Luttes, contrôle et union de la gauche.
2. Elections, institutions et double pouvoir.
3. Pouvoir populaire et liberté.
4. Rapports partis-syndicats et organisations de masse.

● **Dimanche 14 h 30** : Assemblée générale
— Présentation regroupée des travaux des carrefours.
— Discussion sur la poursuite des rencontres.
— Clôture à 17 heures.

les participants

Parmi les associations ou mouvements qui, à ce jour, nous ont confirmé leur présence soit comme participant, soit comme observateur : Actes, Amis de la Terre, Amis de témoignage chrétien, Comité d'action des prisonniers, CDA, CTA, Champ social et coordination Sonacota, CFDT (1 observateur confédéral et plusieurs sections et fédérations), Cinélutte, Crepac, Culture et liberté, Confédération syndicale du cadre de vie (ex. CNAPF), CLAJ, CNAFAL, Chrétiens pour le socialisme, Chrétiens critiques, Chrétiens marxistes, Cercle Dimitri, Ecole et société, Fasti, Femmes media, Groupe information santé, Gazette ouvrière, GLHPQ, Groupes d'action municipale, Gedrem, Information pour les droits du soldat, Institut anglais pour le contrôle ouvrier, Imago, JOC, Lutte occitane, MAN, MAJ, MAS, MDPL, Quel corps ?, Syndicat général de la Médecine, SNJ, Sexpol, Théâtre du Soleil, Volem vivre al pais, Vie nouvelle, VVDM (Syndicat des appelés hollandais), des membres du Syndicat de la magistrature ■

T.V. radio

• Jeudi 1^{er} juillet à 20 h 30 sur TF1 : L'événement. Invité : François Mitterrand.

• Vendredi 2 juillet à 20 h 30 sur FR3 : Service public. « La pollution de l'assiette ». Que mangeons-nous ? Les conservateurs, les colorants et autres produits chimiques sont-ils tous dangereux pour notre société ? Sont-ils indispensables ? Rendement ou qualité ? Les deux exigences semblent incompatibles. Pour obtenir des rendements suffisants, dans le système actuel, il faut traiter toutes les récoltes mais aussi vignes, vergers, cultures maraîchères ; aucun produit du sol n'échappe à la chimie (pesticides, herbicides, fongicides, conservateurs, engrains). Utiliser dans l'industrie alimentaire les colorants, les conservateurs dangereux à des degrés divers, sans parler des préparations trompeuses. Elever des veaux en batterie avec antibiotiques et hormones. Ce que contient notre assiette devient insipide et dangereux. Tout cela au nom d'un rendement dont souvent le producteur ne bénéficie pas (destruction massive de fruits et légumes, etc.). Quant au consommateur, il paie toujours plus cher quel que soit le niveau de la production.

Quelles solutions ? « Agriculture biologique » peut-être, ou encore, mais c'est du domaine de la recherche, des méthodes où la nature elle-même détruisent combat au service de l'homme : des champignons, par exemple, des parasites sans endommager l'environnement.

• Dimanche 4 juillet à 20 h 30 sur TF1 : un film, *L'appât*. Un classique du western à voir ou à revoir.

A 22 h 05 : *Sillage*. La première partie de cette émission est consacrée à un film de Claude Jean Philippe : « *Dur été pour l'espoir* » (Le Front populaire et les loisirs) ; les congés payés bien sûr, les premières vacances au bord de mer, les auberges de jeunesse, etc. Une évocation de la jeunesse de 1936 et de son enthousiasme.

• Lundi 5 juillet à 22 h sur TF1 : *L'Amérique alliée*. Comment les Etats-Unis sont-ils passés par deux fois d'un isolationnisme sévère à l'intervention dans deux guerres d'origine européenne ou les nécessités de l'économie capitaliste.

• Mercredi 7 juillet à 20 h 30 sur France-Culture : *Cuba... 1976*.

Comment vivent les Cubains en 1976. Olivier Warin rapporte d'un voyage de trois semaines à Cuba de nombreux documents sur la société cubaine actuelle qui seront commentés par Alejo Carpentier, poète cubain : originalité de l'expérience cubaine, conception de la politique,

A 20 h 30 sur FR3, un film : *Le bateau sur l'herbe*.

c'est aussi politique

du côté des petites filles

Ne faisons pas la fine bouche si le jury d'un festival de Cannes pâlot a décerné son prix spécial à l'inutile *Marquise d'O* « ex aequo » avec le très beau et très incisif *Cria Cuervos* de Carlos Saura. Ce sommet du triptyque *Anna et les Loups*, *Ma cousine Angélique*) d'un auteur trop peu connu en France propose dans ses *Regards d'une enfance* (c'est le sous-titre) une analyse cruelle et poétique non seulement du mensonge familial, particulièrement dans une Espagne étouffante d'hypocrisies bigotes, mais aussi de l'aliénation des femmes dans une société de fric et de flics (tous les hommes du film portent l'uniforme).

La petite Anna, jouée par une gamine incandescente, défend par les moyens de ses huit ans tout ce qu'elle possède « d'énergie vitale, d'originalité, de créativité, d'indépendance, d'autonomie, de fierté et de dignité » (1) contre la pression d'une société de mâles veules, mais aussi contre les modèles de soumission féminine plus ou moins bien intériorisés par quatre générations.

La grand-mère paralytique symbolise une Espagne bâillonnée et momifiée dans une rêverie passée. La servante au grand cœur, la plus aliénée, se fait la porteuse la plus efficace du discours oppressif sur le rôle féminin, victime consentante de la lubricité du maître et seigneur, transmetteuse complice de mythes terrifiants sur la sexualité, la grossesse, fidèle initiatrice aux tâches domestiques. Pauline, la tante d'Anna, sa tutrice après la mort des parents, se charge pour sa part du travail d'inculpation proprement idéologique : manières de table, toilette, prière, ordre... Ça ne l'empêche pas de se faire peloter par un bel officier, mari d'Amélie, entre les bras de laquelle est mort, pratiquement sous ses yeux, le père d'Anna. Marie, la mère, que Geraldine Chaplin joue avec l'angoisse d'un oiseau qui se cogne aux vitres, a échangé sa carrière débutante de pianiste contre la sécurité du foyer (la voilà, la forme bourgeoise de la prostitution dont parlait Engels). Elle s'étoile auprès d'un butor à galons, ex-

volontaire de la sinistre légion Azul, et finit par en mourir dans une agonie dont les râles sont aux oreilles d'Anna les mêmes que ceux du plaisir de son père.

la difficulté d'être femme

Marie, la mère tendrement aimée, aimante, ne comprend peut-être pas vraiment la fillette aux yeux graves : l'angoisse d'Anna est faite du désespoir présent de sa mère, qu'elle partage, et du pressentiment de ce qui l'attend, qui a déjà investi ses deux sœurs et l'habite elle-même dans ses jeux de fille (sermons à la poupée).

La critique et Saura lui-même, ont mis l'accent sur sa récusation d'une vision idyllique de l'enfance, en fait confrontée à la solitude, à l'inconnu, à la découverte de la mort et du sexe et à l'hypocrisie du monde « adulte ». J'y trouve aussi une des-

cription sans fard du désastre d'être femme dans nos sociétés. Anna refuse d'abandonner sa vitalité, son pouvoir de rêve, sa lucidité et de se couler dans le moule : elle se bat avec ses armes et ses fantasmes d'enfant (d'où peut-être le titre *Cria Cuervos* : « nourrissez des corbeaux » comme on dit « j'ai réchauffé un serpent dans mon sein »).

Elle hait son pantin de père jusqu'à la mort : elle croit l'avoir assassiné avec... du bicarbonate, et contente mais calme, tente de réécrire son coup sur Pauline. En revanche, c'est par amour qu'elle offre sa poudre magique à sa grand-mère, pour la délivrer d'une vie végétative.

Prenant par la vérité de son discours, beau par la qualité et la charge surréelle de ses images, le film de Saura est de plus très riche par sa forme narrative. Au lieu du flash-back éculé, il utilise systématiquement le travelling (balayage horizontal de l'espace faisant par exemple apparaître dans le même plan-séquence Anna fillette monologuant, puis Anna jeune femme se remémorant, puis sa mère morte), pour couler son récit dans une durée sans repère où le passé et l'avenir sont des dimensions du présent lui-même vécu ou rêvé.

Avec *Zéro de conduite*, de J. Vigo et *Une saison dans la vie d'Emmanuel*, de Weiss (films de garçons), *Cria Cuervos* est le film le plus vrai sur l'enfance que j'ai jamais vu. Probablement parce que le drame qui se joue à cette période est dans les trois cas socialement et culturellement enraciné.

Pour finir : on aurait aimé juger sur pièce *Un enfant dans la foule*, de Gérard Blain, scandaleusement retiré de l'affiche au bout d'une semaine.

J.-F. HEROUARD ■

(1) Cf. Elena Gianini Belotti : « *Du côté des petites filles* » (Editions des Femmes), à qui j'emprunte son titre.

cinéma 76

Dossier-auteur

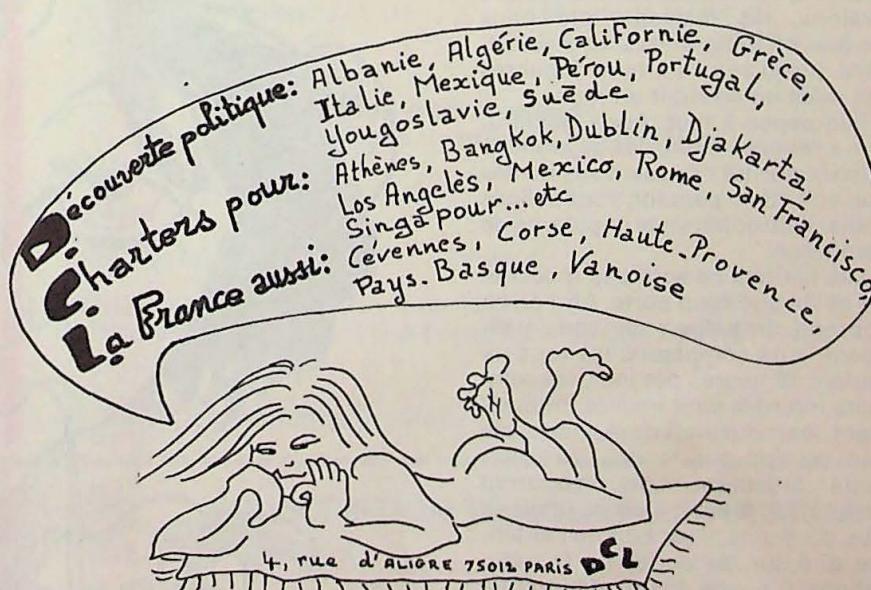
VISCONTI LE MAGNIFIQUE

Réflexions sur le
FESTIVAL DE
CANNES

N° 211 - JUILLET

Et l'analyse de
PLUS DE
TRENTE FILMS

En vente partout : 8 F
et 6, rue Ordener
Paris-18^e



DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

4, rue d'Aligre 75012 PARIS 344 12 50 -



taxi-driver

Taxi Driver c'est la palme d'or à Cannes. Mauvaise conscience ? L'Amérique fait des cauchemars et les voit primés au Festival. Après les films-cataclysmes (*Tremblement de terre*, *La tour infernale*, *Les dents de la mer*, *L'exorciste*) qui consacrent la rupture du rêve américain (1), un film s'éloigne des symboles et se penche directement sur un des objets de l'angoisse : la ville. Les « Pionniers » sont allés au bout de la nouvelle frontière (2) pour trouver le Vietnam, Watergate, la terreur dans les rues et le métro. Dur ! L'American way of life. Allez le voir de plus près. Ce film c'est une description véritablement balzacienne.

New York, ville de violence avec ses buildings, son travail trépidant le jour, sa faune errante la nuit. New

York, extrême point urbain de la logique capitaliste. Première image : une voiture, signe de la civilisation industrielle. Deuxième image : fumée de pot d'échappement, signe de ce qu'elle produit : la pollution. Troisième image : un regard, les yeux d'un homme. Ecran sur lequel se déroule la réalité, l'homme est un reflet, il avale ce qu'il regarde. Quatrième image : c'est l'environnement, ce que voit le regard. Vision à travers un pare-brise, floue d'abord. L'essuie-glace se met en marche. Impressionnisme, une rue se met en place : néons, snack-bars, cinémas porno, night-clubs, salles de jeux, gens paumés qui déambulent.

Au lieu de décrire le jour, c'est-à-dire le travail, le film montre son envers, les loisirs, le temps après le travail : la nuit. De plus, le point de

vue est celui d'un poste du système de travail morcelé : un chauffeur de taxi. Ça pourrait être un pompiste, un flic, un poinçonneur de métro, tout homme pris dans la division du travail. Le taxi fait la grande journée : 18 heures, 6 heures du matin, il n'évite aucun quartier. En rentrant au dépôt, il essuie le frotte de sa banquette arrière quand ce n'est pas du sang. Spectateur, il assiste à tout passivement. L'acquiescement, premier rouge de la complicité qui permet le fascisme. Un billet de 10 dollars et il laissera un mac emmener la petite pute de 13 ans qui s'était réfugiée dans son taxi. Cette pute, il la retrouvera au terme d'un périple de solitude, de névrose qui le mènera à se rassurer par le port de revolvers, à s'entraîner devant une glace, à tenter un assassinat politique, avant de massacer le mac, les tenanciers de l'hôtel de passe, le client qui était avec la petite pute. Cette dernière retrouvera ses parents. Ils le remercieront pour cela. Justicier de la majorité silencieuse,

le taxiste deviendra le héros des journaux. Il n'a plus d'angoisses. Il a accepté les aberrations de son métier. La nuit, ses déchéances, la cour des miracles urbaine. Il a tué. La machine à dégrader les plaisirs l'a conduit là. Paris by night... Il y aussi du microfascisme qui traîne. A Barbès, Porte d'Orléans, en banlieue, la nuit sert de révélateur.

Sombre peinture, le film démonte les pièces d'une civilisation : la cité capitaliste, l'engrenage d'une attitude : la fascination complaisante.

Michel ACIDANT ■

(1) Le concept d'« American dream » le rêve américain) est central dans l'idéologie américaine.

(2) Notion forgée par Kennedy semblable à la nouvelle donne (new deal) de Roosevelt.

I'« Anne » à double tranchant

Une bonne émission que celle d'Anne Gaillard, tous les jours à 10 heures sur France-Inter. Et quelle ambiance ! Les dents grincent, les invités bafouillent, les téléphones chauffent, le ton est aigre-doux, quant aux micros, ils sont sûrement blindés, car elle n'y va pas doucement la chère Anne !

Et c'est tant mieux ! Pour nous, d'abord, les consommateurs, que cette émission est censée défendre. Dans tous les domaines, depuis le dentifrice du matin, les chaussettes que nous enfilons, les taxis que nous prenons, les médicaments que nous avalons, les maisons que nous louons et mille autres choses encore, jusqu'aux... Pompes funèbres qui nous enterreront un jour !

Elle pense à tout, Anne Gaillard, elle a réponse à tous les arguments foireux que lui opposent ses invités qui, soit dit en passant, sont obligés d'aller l'affronter, vu la popularité de l'émission.

Les fleurets ne sont pas mouchettés et chaque coup porte. Ah ! on en apprend de belles : les taxis trafiquent leurs compteurs, les routiers rouent 18 heures par jour, les colorants interdits sont utilisés impunément, les industriels de la pharmacie font du fric sur le dos de notre santé... la liste est infinie, on pourrait remplir TS. Même si on sait tout ça plus ou moins, il est bon de l'entendre dire sur les ondes de la radio nationale à une heure de grande écoute. Oui, on aimerait que des solutions soient proposées et non que l'on se contente de constater et de dénoncer. Oui, on aimerait que les sujets soient moins cloisonnés, par exemple quand on parle de l'indus-

trie pharmaceutique, il est un peu gros qu'Anne Gaillard coupe, péremptoire, la parole à un invité qui parle des prescriptions médicales avec un cinglant : « La médecine, ce n'est pas le sujet de l'émission ! »

le hic !

Et c'est là que commence le « hic ». Que cette émission puisse exister sans aucune censure comme l'affirme son animatrice, c'est tant mieux. Qu'on en parle partout c'est bien, mais qu'on en parle de plus en plus, seulement à propos de l'agressivité d'Anne Gaillard, c'est inquiétant. Que les représentants d'une firme d'emballages plastiques aient quitté l'émission avec fracas la semaine dernière, Anne Gaillard ne devrait pas trop s'en réjouir comme elle le faisait sur l'antenne, vu la façon dont cela s'est passé : l'exemple n'était pas probant, peu de gens supporterait la façon odieuse dont elle les a traités ce jour-là.

Maltraités aussi l'auditeur, l'auditrice qui prend son téléphone pour parler de son problème, donner un exemple. Les : « c'est à vous, vite, dépêchez-vous, bon, ça vient » se succèdent. Anne Gaillard, c'est pour eux que vous faites cette émission et ils la font avec vous, vous l'oublierez trop. Les agressions ne manquent pas dans la vie, j'en connais déjà pas mal qui épargnent la vôtre, en tournant le bouton au risque de manger un yaourt plein de flotte.

Ce serait dommage, non, qu'une émission intéressante et nécessaire paye l'agressivité de son animatrice ? Alors, attention Anne, si vous reprochez à vos interlocuteurs de ne pas parler devant le micro, vous, il ne faudrait pas que vous soyiez à côté de vos « pompes ».

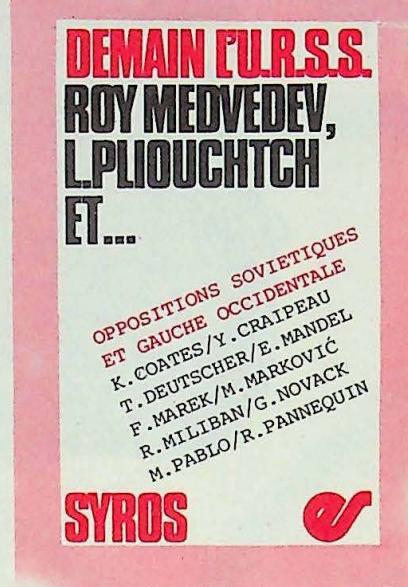
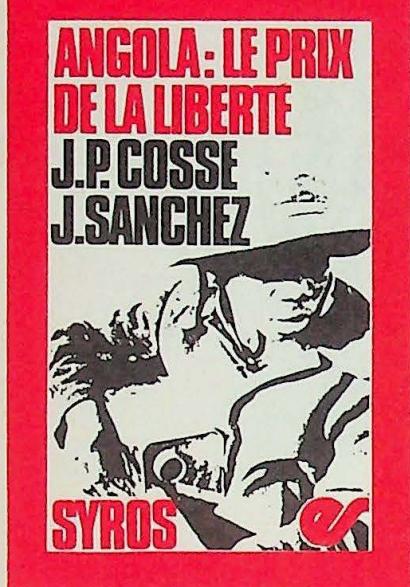
Marie-Françoise CHAILLEUX ■



vous êtes concernés

27 F — 248 pages

21 F — 176 pages



stages d'été 1976

• Deux stages de base. Initiation au marxisme, l'unité populaire, les stratégies du mouvement ouvrier, etc. (Du 24 juillet après-midi au 1^{er} août matin. Hautes-Alpes. Du 21 août après-midi au 29 août matin. Gers).

• Deux stages d'animateurs de section. Histoire du mouvement ouvrier (Du 14 août après-midi au 21 août. Gers). Les bases théoriques de l'unité populaire. (Du 21 août après-midi au 29 août matin. Hautes-Alpes).

BULLETIN D'INSCRIPTION

NOM
Prénom
Adresse

Profession
Année de naissance
Date d'adhésion au PSU
Fédération
Responsabilité
Activité et responsabilité syndicale

Accord de la Fédération :

Hébergement
Vient seul OUI NON
Sinon, combien de personnes en plus du stagiaire
Adultes :
Enfants :

Campe OUI NON

Transport

Si tu viens en voiture, indique si tu as des places disponibles et d'où et quand tu pars.

Si tu viens en train, heure d'arrivée à :

Mont-Dauphin
Agen
Souhaites-tu un billet réduction
OUI NON

Stage où tu t'inscris

- Stage de base :
Les Guions
Gers.
- Stage d'animation :
Les Guions
Gers.
- Stage sérigraphie :
Les Guions.
- Stage étudiants-lycéens.

- Un stage de sérigraphie. Acquisition de la technique sérigraphique. (Du 15 au 20 août. Hautes-Alpes).
- Un stage étudiants-lycéens. (Du 29 août au 5 septembre).

Le parti fait donc un considérable effort pour ces stages d'été. Il serait

souhaitable que les militants y répondent nombreux. Sachez que vous pouvez venir en famille, que des gardes d'enfants seront organisées, que les lieux choisis sont particulièrement agréables et avec beaucoup de possibilités de loisirs. Inscrivez-vous vite.

vacances malgré nous

La parution de TS pendant les vacances a été modifiée comme suit : un numéro de 32 pages, relatant les états-généraux pour l'autogestion et riche en pages magazine, paraîtra le 12 juillet. A diffuser tout l'été. Reprise régulière le 2 septembre. Décus (es), camarades militants (es) ? Hélas, nos moyens sont à la mesure des efforts financiers que vous avez, ou n'avez pas faits jusqu'à ce jour... Il n'est jamais trop tard...

un abonné par adhérent

Nous avons tenu notre pari. Chaque semaine de nombreuses lettres témoignent que TS recueille désormais sympathie et attention. Elles nous encouragent à améliorer encore la nouvelle formule. Bien sûr, ça n'est pas encore parfait, mais nous sentons que l'objectif que nous nous sommes fixé n'est plus hors de portée. Il faut pourtant tirer la sonnette d'alarme. Ça n'est pas la première fois. Mais maintenant c'est d'autant plus grave que nous n'avons plus l'excuse de la mauvaise qualité du journal.

Nous devons être clairs ; sinon, il faudra arrêter la parution de Tribune avec tous les risques qu'une telle décision comporte pour la vie du parti. Mais nous ne pourrons éviter cette extrémité que si chacun se mobilise sur un objectif simple, clair et décisif.

Il nous faut : **Un nouvel abonné par adhérent.**

Nous avons tous un camarade, un ami qui s'intéresse à ce que nous faisons et qui peut faire l'effort de s'abonner. Le convaincre est un acte doublement politique. Il étend l'influence du parti. Il conditionne la survie de notre journal. C'est une tâche que chacun d'entre nous peut et doit accomplir dans les prochains jours. Chaque section doit en discuter et veiller à sa réalisation.

Alain TLEMCEN, directeur politique
Michel MOUSEL, secrétaire national ■

ABONNEZ-VOUS Avant l'augmentation des tarifs

Un an : 100 F - Six mois : 60 F

avec en prime un livre au choix :

Avec l'abonnement d'un an :
Servitude et grandeur du P.S.U.
(E. Depreux).
Les Mouvements d'émancipation nationale (A. Nin).
L'Etat-patron (Ph. Brachet).
Critique socialiste n° 23 (la crise) et n° 24 (autogestion).
L'Enfer des pompiers (J.-J. Lubrina).

Avec l'abonnement de 6 mois :
Chili 1970-73. Un peuple en lutte (collectif Chili).

Chili : Les documents du complot ITT (J. Anderson).
Le mai des Banques (militants CFDT).
IX^e congrès du P.S.U. Amiens.
Décembre 1974.
Le Marché commun contre l'Europe.
Le Manifeste du P.S.U.
Critique socialiste n° 23 ou 24.

Bulletin d'abonnement
à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle
Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris.
CB

(1) Rayer les mentions inutiles.

SOUSCRIPTION TS NOUVELLE FORMULE

CCP - PSU 14 020 44 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

à adresser à PSU - Soutien TS - 9, rue Borromée, 75015 Paris.

contact

